

n° 34

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

mai 2003

Jeunes communistes révolutionnaires

1€

En mai, grève générale
contre le gouvernement

1^{er} juin contre la
guerre et le G8

**Tous ensemble
contre les
attaques
impérialistes**

A ceux qui veulent faire croire que la solidarité avec les Palestiniens relève de l'antisémitisme

Gare à l'amalgame

On se souvient de la motion que le Conseil d'administration de l'université Paris VI a voté en décembre en soutien aux universitaires palestiniens. Celle-ci demandait la suspension de l'accord d'association Union européenne-Israël. Les médias et de nombreuses personnalités ont fustigé cette motion en dénigrant un appel au boycott qui n'a jamais existé. La dernière phrase de la motion : « [Le CA de l'université] mandate le président de Paris-VI pour nouer des contacts avec les autorités universitaires israéliennes et palestiniennes afin d'œuvrer dans le sens de la paix » suffit à en être sûr... Les vacances de Noël ont donné lieu à une campagne de désinformation impressionnante (on a même vu de fausses motions circuler sur Internet !) Au cours du rassemblement contre la motion qui a eu lieu devant l'université, Roger Cukierman n'a pas hésité à dire que « l'antisémitisme [était] le nouvel habit de l'antisémitisme ». Roger Cukierman qui a récidivé en février, en parlant de l'alliance brun-vert-rouge mettant ainsi allègrement dans le même sac les fascistes, antisémites et ceux qui positionnent en solidarité avec le peuple palestinien... Ainsi, la moindre critique de la politique de Sharon et de l'Etat israélien, le moindre soutien au peuple palestinien est immédiatement taxé d'antisémitisme.

Comme si cela ne suffisait pas, l'amalgame a été encore renforcé par le traitement de l'information lors des manifestations anti-guerre : A la manifestation du 12 avril, trois étudiants défilent en portant un drapeau israélien barré d'un croix nazie. L'amalgame entre le drapeau d'Israël et la croix gammée est une erreur puisqu'il dénonce le peuple israélien en même temps que son gouvernement. La résistance du peuple israélien face à son propre gouvernement doit, au contraire rester un atout pour la lutte des Palestiniens. Mais le cortège est constitué de 10 personnes maximum, précédées et suivies d'un trou de 50 mètres dans la manifestation prouvant que le message était contesté par la majorité des manifestants. L'existence de cette banderole a pourtant été citée par tous les médias dès qu'ils faisaient allusion à la mobilisation !

La manifestation du 22 mars, un petit groupe de manifestants de l'association Ha-

chomer Hatzair ont été pris à partie en marge de la manifestation (deux jeunes ont été blessés). Il faut évidemment condamner sans réserve cet acte antisémite qui confond les Juifs et le gouvernement d'Israël. Mais est-ce vraiment une raison pour que *Libération* fasse un article d'une page en en déduisant qu'il y a une recrudescence de l'antisémitisme en France ?

Dans les deux cas, un comportement, certes largement contestable mais complètement marginal, a été utilisé pour faire un amalgame odieux entre les antisémites et les militants antiguerre.

Finalement, entre Cukierman qui veut faire croire qu'il représente toute la communauté juive qui devrait se ranger derrière la politique d'Ariel Sharon, les amalgames entre pro-Palestiniens et antisémites et la montée en épingle d'actes isolés par les médias, tout est mélangé à souhait. Ce qui mène aux deux équations : arabes = antisémites et Juifs = Israéliens = oppresseurs du peuple palestinien. En plus d'être (évidemment) complètement fausses, ces deux équations simplifient tout à l'extrême, menant rapidement à une dérive communautaire et cachant par là même la réalité du problème : l'oppression du peuple palestinien par l'Etat israélien étant tout sauf l'opposition de deux communautés aux intérêts différents.

Emmanuelle, [Jussieu]

L'ONU tue des enfants en Irak...

Vous devez déjà les avoir vu partout les affiches de l'UNICEF : « La faim tue les enfants d'Irak » appelant à faire des dons à l'UNICEF afin d'aider matériellement les petits irakiens. C'est la meilleure ! Pendant plus de 10 ans, l'ONU (dont fait partie l'UNICEF) a mené un embargo contre l'Irak (lequel, rappelons-le, constitue une violation des conventions de Genève qui stipule que les civils ne peuvent être la cible de mesures économiques ou militaires. Alors quand on nous raconte que l'ONU est garante du droit international, ça fait

douxment rigoler...). Et cet embargo a tué, selon les chiffres mêmes de l'ONU 500 000 enfants irakiens. Et oui, c'est ça la politique de l'ONU : détruire un pays, affamer et tuer sa population pour après passer pour des grands humanistes au secours des populations civiles, espérant ainsi légitimer le fait qu'ils aillent reconstruire l'Irak, au plus grand bonheur des patrons, notamment français, qui ainsi s'en mettent plein les poches !

aggravée, que le racisme augmente... Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Grève à la Réunion !

Le mouvement de grève à la Réunion est sans aucun doute précurseur par rapport aux territoires métropolitains. Les manifestants protestent contre le projet de transfert du personnel non-enseignant de l'Éducation nationale aux collectivités locales et contre le projet d'alignement des retraites du public sur celle du privé. Ce mouvement est extrêmement fort en développant des cadres intersyndicaux, mais également des cadres unitaires universitaires. Aux côtés des personnels ATOS et des professeurs, les étudiants se mobilisent et forment des intersyndicales.

Lors de la visite de Gilles de Robien, ses fonctionnaires de la DDE l'ont même lâché pour aller rejoindre les manifestants. Quel camouflet pour le ministre des transports ! Les étudiants sont de la partie avec des AG extraordinaires regroupant près de 1000 étudiants. Les étudiants ont rappelé que la qualité des formations, la valeur des diplômes et l'égalité des chances devant l'éducation doivent être garantis par l'Etat sur tout le territoire.

Chose peu commune, des grève, ATOS - Etudiants - Enseignants, pour montrer leur solidarité ont été

mis en place avec les personnels « décentralisés ». La direction du campus s'est vu contrainte de fermer l'établissement universitaire

La venue de Gilles de Robien a ravivé les tensions. Les gendarmes ont été débordés par les manifestants qui ont scandés « Raffarin démission ». Face à l'intensité de la mobilisation, les forces de l'ordre ont employé pour dégager les militants. Toutefois, cela n'a pas eu d'effet. L'intersyndicale a décidé de durcir la grève et a appelé à une grande manifestation pour le 23 avril à Saint Pierre, la grève étant reconductible jusqu'à cette date.

Face à la multiplication des mobilisations que ce soit à la Réunion, ou à Marseille, le mois de mai risque de marquer une véritable convergence des luttes entre les personnels de la fonction publique. Les étudiants, partie prenante de la mobilisation, comptent poursuivre la grève. L'objectif reste désormais de construire un véritable contre pouvoir face à la droite.

Mathieu, [Orléans]

La crème Babette franchement indigeste...

Petit retour sur une marque récidiviste en sexisme affiché

Les nouvelles affiches pour la crème Babette (« qu'est-ce qu'elle va vous faire ce soir ? ») sont partout...

2000, Candia sort la première affiche intitulée « Babette, je la lie, je la fouette, et parfois elle passe

comme objet sexuel et tout juste bonne à faire la cuisine. Pour ceux qui n'ont pas bien compris les affiches, voilà ce qu'on peut lire sur le site « Entièrement vouée aux voluptés de la cuisine, Babette dévoile la gamme très étendue de ses charmes ».

à la casserole ». L'affiche avait fait scandale et plusieurs supports avaient refusé, sous la pression des collectifs féministes, de la publier. Depuis, la marque à récidivé avec « Babette j'en fais ce que je veux », « Babette si vous saviez tout ce que je lui fais » et « Babette tout ce que je lui fais je l'ai mis sur internet ». Alors, je suis allée voir sur Internet.

Là, on apprend que « le message de Babette » c'est « une nouvelle façon - moderne et humoristique - de parler crème et cuisine aux femmes d'aujourd'hui ». J'ai peut-être pas d'humour mais moi, ça me fait pas rire, des nanas sans tête exhibées

Alors la crème Babette me reste sur l'estomac, mais ce qui me donne carrément envie de vomir, c'est que Candia, ose ensuite s'affirmer comme « une marque-citoyenne, impliquée dans chacun des grands événements de son époque, sportifs, humanitaires, pédagogiques ».

Les « messages pédagogiques de Babette » ont pour seul projets le fric et le sexisme le plus réactionnaire. Réagissons !

Céline, [Paris]

Collectif Contre le Publisexisme : 145 rue Amelot, 75011 Paris ou 06.98.92.78.65



Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro) 8 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet au Portugal)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
 brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
 carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
 brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
 brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
 Chèque à l'ordre de RCJ

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
 mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

Drogue : Super Sarko revient à la charge

Juillet 2002 : sous prétexte de lutte contre l'« économie de la drogue » et l'insécurité qu'elle est sensée générer, on avait assisté au déploiement de 300 flics dans la cité Pablo Picasso de Nanterre. Résultat de l'opération : 3 grammes de shit ! Une franche partie de rigolade. Et Sarko ne l'avait plus ramenée sur la question.

Mais attention, fini de rire ! Super Sarko est revenu à la charge. Cible : les dealers et les consommateurs de drogues. Premièrement, il n'y aurait plus de distinction entre dealer et consommateur. Deuxièmement, plus de distinction non plus en terme de dangerosité. C'est-à-dire que toutes les drogues se valent. Si ce n'est pour l'alcool, qui reste une drogue légale, et qui continue à tuer massivement, notamment à l'intérieur des commissariats. Troisièmement, les peines seront renforcées et systématiquement appliquées, en commençant bien entendu par la confiscation du scooter (mais comme bien entendu il s'agira d'un scooter volé, ce ne sera que justice)...

A l'écouter, un dealer ou un consommateur, c'est : une casquette, un survêt, un visage basané, et bien sûr un scooter. Si possible conduit sans casque et très certainement volé. Avec autant d'indices, les flics vont pulvériser la saisie historique de la cité Picasso. En tout cas, ils ne risquent pas d'être dépayés !

Derrière la vision moralisante qui est celle de Sarkozy (drogue=mal), derrière sa vision d'une jeunesse pure de tout vice et ne vivant que pour travailler à l'intérêt de la France, se cache autre chose. Il s'agit d'utiliser une pratique pour s'attaquer à un groupe social : la jeunesse immigrée. La drogue, quelle qu'elle soit, n'est pas responsable de la situation. Elle est la conséquence d'un quotidien démoralisant et de l'absence d'avenir. Quand on se fait emmerder à tous les coins de rue par des flics, qu'on se fait jeter à chaque entretien d'embauche, ou alors qu'on ne vous propose que des boulots minables, pas étonnant qu'on ait envie de se détendre. Un joint, une cuite, ou encore les deux à la fois. Sarkozy est au courant de tout cela. Mais la drogue n'est qu'un prétexte pour s'attaquer à une jeunesse qui aujourd'hui à toutes les raisons de se révolter. Son obsession : mater cette jeunesse avant qu'elle n'explode et qu'elle ne décide qu'elle n'a plus rien à attendre de cette société.

Du 29 mai au 3 juin : participez au Village intergalactique contre le G8

La mobilisation contre le G8 doit être aussi permettre de discuter des perspectives de la mobilisation, des prochaines étapes, et des questions à aborder. La mobilisation progresse aussi par la discussion, l'échange d'expériences, la confrontation des idées. C'est ce que doit permettre l'organisation à Annemasse du 29 au 3 juin, le village intergalactique. Comment renforcer la mobilisation, lui permettre de passer à une étape supérieure, alors que l'offensive des puissants est de plus en plus violente et barbare, comme on a pu le voir avec la guerre contre l'Irak. Pour pouvoir apporter des réponses qui soient à la hauteur des enjeux, la confrontation la plus large possible entre les divers courants politiques et les milliers de jeunes qui se mobilisent est indispensa-

ble. Aussi, n ne peut que regretter l'organisation séparée d'un village propre au courant libertaire (le VAAG, organisée par, entre autres, la Fédération anarchiste, la CNT, l'Alternative libertaire...) qui sera voisin du « Village intergalactique ». Espérons que la massivité de la mobilisation permette de dépasser cette division. Le Village Intergalactique souhaite offrir ce cadre de débats politiques et de construction des mobilisations. Il est soutenu par plusieurs organisations, dont AARRG !, Socialisme par en Bas, l'UNEF, Sud étudiant, des collectifs ATTAC Campus, des collectifs unitaires anti G8 de plusieurs villes, des comités contre la guerre... Pour plus d'informations sur le village intergalactique consulter le site : www.village-intergalactique.org

Sommaire

2 Actualité

Hexagone

- 4 Les enjeux des mobilisations sociales
De l'action contre Ferry
La lutte des précaires continue
- 5 Insécurité : diviser pour mieux régner
La décentralisation
Unef, à la croisée des chemins

Dossier « guerre et G8 »

- 6-7 Déclarons la guerre aux seigneurs du monde
Liberté pour le peuple irakien
Guerre et altermondialisation : fusions et confusions
La stratégie de l'Empire
Luttons pour une autre société
- 8 L'objectif du G8 : marchandiser et militariser
Capitalisme et colonialisme
- 9 Organisons-nous pour riposter à l'offensive libérale et militaire du capitalisme
Votre télévision aime le peuple irakien
L'Europe et les Etats-Unis contre le reste du monde

Monde

- 10 «Toujours taliban, mais avec le sourire»
Qui a peur des filles voilées?
Côte d'Ivoire

Débat

- 11 Tribune de Speb/L'Etincelle
«Ni leur guerre, ni leur paix», par Tarik Ali

Kultur

- Palestine, deux BD pour un peuple
Rêve d'Usine, de Luc Decaster

En attendant, c'est certainement pas avec des pétards qu'on fera la révolution. Mais quand on rentre du lycée ou du boulot, ça peut pas faire de mal !



La guerre en Irak a eu lieu. Malgré les protestations des manifestants du monde entier, cette guerre a eu lieu.

Les répercussions de cette guerre n'ont pas eu des effets catastrophiques qu'au Moyen-Orient. En France, le racisme anti-arabe qui avait déjà grimpé au moment des attentats du 11 Septembre, est devenu de plus en plus virulent. Il faut en plus noter le rôle des médias, parfait outil de propagande quand le système en a besoin, dans ce racisme qui se développe. Les médias ont évidemment joué un rôle important dans cette montée du racisme anti-arabe : Les irakiens sont montrés comme des êtres incultes et violents, et

comme d'habitude, l'amalgame irakien (ou palestinien, ou quelle que soit la nationalité, pourvue qu'elle soit issue du Maghreb ou du Machrek) = arabe = musulman est vite fait. La haine que le capitalisme inculque dans nos sociétés n'est pas due au hasard : dans ce système basé sur l'individualisme et l'argent, la haine et la méfiance génèrent elles aussi de la rentabilité (par exemple grâce aux ventes d'armes diverses et variées) pour ce très cher capitalisme.

En plus, les différentes communautés en France se retrouvent une fois de plus en conflit : au lieu de combattre ensemble l'intolérance et l'étroitesse d'esprit, racisme anti-arabe et racisme anti-juif s'affrontent. Arabes, juifs, musulmans, tout devient confus dans l'esprit des gens. Cette confusion aussi génère de la haine et de la violence mal canalisée : au lieu de se battre contre le capitalisme et l'impérialisme qui sont la cause de tant d'horreurs, ils se battent entre eux. Le capitalisme a été la cause de la guerre, nous le savons tous. L'impérialisme, qui émane du capitalisme a permis aux puissants de cette

planète de se partager le monde comme bon leur semble. Ce qui est exaspérant, c'est qu'ils ne ressentent même plus le besoin d'agir de façon « politiquement correcte », au moins pour sauver les apparences. Mais ils pensent qu'ils n'en ont plus besoin : les cerveaux sont d'après eux trop formatés pour pouvoir réagir. Et on ne peut même pas espérer que la prochaine fois ils agissent avec plus d'humanité, puisqu'on est déjà passé à l'après guerre, et que même les médias de France (vous vous souvenez, tellement anti-guerre !) ne parlent plus que d'une chose, la reconstruction de l'Irak enfin libérée...

Ce racisme qui engendre cette haine, est utilisée par des islamistes intégristes dans certains quartiers ; ils jouent la carte de la violence « au nom du tout puissant », qui qu'il soit, et canalisent les jeunes dans une mauvaise expression de leur malaise social.

Ne l'oublions pas, la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme passe aussi par la lutte contre le racisme, quelle que soit sa forme.

Leila, [Aix-Marseille]

La guerre relance le racisme anti-arabes

Pauvres, priez pour ne pas tomber malade !

Le gouvernement décide la fin du remboursement de six cents médicaments.

Les grands week-ends, pendant l'année, c'est comme les grandes vacances. C'est le meilleur moment pour faire passer des trucs en douce. Alors, comme n'importe quel gouvernement, le gouvernement a profité du week-end de Pâques pour faire passer un petit truc au Journal Officiel. Pas grand-chose. Ça concerne la Sécurité sociale. Dont on nous répète depuis des années que c'est un gouffre. Depuis qu'on nous en parle, ça doit être devenu un gouffre abyssal de plusieurs kilomètres de profondeur.

Toujours est-il qu'au cours de ce week-end est parue une liste de plus de 600 médicaments désormais « déremboursés ». Ce terme barbare signifie qu'ils ne sont plus

pris en charge par la Sécu. En soit, cela n'a rien d'hallucinant quand on sait que plusieurs centaines de médicaments remboursés par la Sécu n'ont aucun effet thérapeutique. Absolument aucun. Ne me demandez pas pourquoi, mais c'est comme ça.

Le hic, c'est que ce ne sont pas ces médicaments qui ont été rayés de la liste de la Sécu. Pourtant, ça aurait été normal. S'ils n'ont plus d'effet, c'est qu'ils ne servent plus à rien. Seulement voilà, un médicament, comme beaucoup de choses dans cette société, c'est une marchandise. Qui est produite par une entreprise, qui ne verrait pas d'un bon œil le fait que ce médicament soit déremboursé. Parce que déremboursé + inefficace = plus de prescriptions par les

médecins. Et s'il n'y a plus de prescriptions, il n'y a plus de ventes, donc plus de profits. Alors que si on dérembourse des médicaments utiles, ils seront toujours prescrits. Simplement, c'est le malade qui devra le payer de sa poche et non plus la Sécu. Comme ça, tout le monde est gagnant, sauf le malade.

Parce que cette mesure a une signification : les plus pauvres seront les plus touchés. Ce sont ceux qui ont le moins d'argent (normal, vu qu'ils sont pauvres). Et s'ils ne peuvent plus se soigner, alors ils mourront. Et il y aura moins de pauvres !



Partout préparons la grève générale contre le gouvernement CRS !



Pour ceux qui en doutaient l'esprit du 21 avril pour Chirac c'est la poursuite des 20 ans de politiques anti-sociales qui ont permis au Front National d'atteindre les 20%. Le gouvernement CRS est un gouvernement de combat contre les jeunes, les immigrés et les travailleurs. Ils veulent définitivement nous plonger la tête sous l'eau et cela se traduit par toujours moins de droits au profit du patronat. Leur objectif est d'approfondir les politiques servant les intérêts de plus riches déjà mises en œuvre par le gouvernement de la gauche plurielle. Que ce soit par le démantèlement de nos diplômes avec la réforme ECTS (European Credits Transfert System), initiée par Lang, qui sous pré-

texte d'harmonisation européenne permet la casse du cadre national des diplômes et l'autonomie des universités, la mise en concurrence des étudiants entre eux. Elle permet aux entreprises de décider du contenu de nos diplômes en fonction de leurs intérêts. Il s'agit à terme d'une privatisation des universités. D'un côté le gouvernement s'attaque à notre niveau de qualification sur le marché du travail et de l'autre il criminalise la jeunesse. Aujourd'hui alors que toutes les caméras sont braquées vers l'Irak, le "pacifiste" Chirac et son gouvernement mènent une guerre sociale en France. Le plan Fillon sur les retraites sous prétexte d'égalité prévoit l'allongement de la durée du temps de cotisation qui passerait à 40 annuités pour tous et à 42 d'ici 2020. Si

nous voulons mettre un coup d'arrêt aux projets du gouvernement, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, c'est à dire sur la mobilisation générale de la jeunesse et du monde du travail. Pour imposer les 37 annuités et demi de cotisations pour le public et le privé à taux plein avec le maintien de la retraite à 60 ans nous devons partout préparer un mouvement d'ampleur, un nouveau nov/déc 95 qui aille jusqu'au bout, touchant le public et le privé, c'est à dire une grève générale qui permette à ceux d'en bas, à ceux qui subissent quotidiennement l'exploitation capitaliste de reprendre le contrôle du fruit de leur travail... alors un seul mot d'ordre : tous en grève !

Mathilde, [Nanterre]

Ferry nous promet du changement...

Promettons lui de l'action !

Le ministre de l'Education Nationale a déposé un projet de loi visant à la reconversion de 20 000 aides-éducateurs et de 5600 MI-SE (pions) en 16 000 « assistants d'éducation » dont le rôle n'est pour l'instant défini par aucun texte de loi ! Ce qui fait 10 000 emplois en moins ! Et Raffaradin ose encore nous promettre une baisse du chômage ! De plus, ces assistants ne seront plus recrutés en priorité chez les jeunes de classes défavorisées comme l'étaient les MI-SE. Ces jeunes pour qui ce poste de pion était la meilleure (la seule) façon de continuer des études, devront travailler chez Mac-Daube ou ailleurs pour des salaires de misère dans des conditions de merde !

Non seulement le ministre Cul Ferry choisit de renforcer les inégalités d'accès à l'enseignement déjà grandes, notamment chez les populations immigrées, mais il va jusqu'à rendre la « communauté arabo-musulmane » responsable des échecs de l'école ! Il montre ainsi le vrai visage de la droite : individualiste, raciste et démagogue !

Il faut ajouter que les assistants-d'éducation pourront être amenés à intervenir sur plusieurs établissements. Disparus les liens médiateurs qu'ils (elles) assuraient entre l'administration et les élèves ! Comment combattre alors les violences à l'école ? ! Les caméras et les grilles de sécurité ne sont d'aucune utilité !

Des pions sont sûrement en lutte dans vos bahuts, discutez-en avec eux !

Le pseudo psychologue Cul Ferry soit

disant descendant de Jules Ferry créateur de l'école publique, laïque et obligatoire est en train de totalement démonter ce service public ! !

Il s'attaque également au collège unique en créant des filières de « professionnalisation » dès la 4^{ème}. Il cherche surtout à assurer aux patrons une main d'oeuvre bon marché car dépourvue de tout diplôme et malléable à merci car très jeune ! ! C'est en habituant très tôt les jeunes à la précarité que le patronat s'assurera de la docilité de son salariat, pour pouvoir baisser les salaires encore et encore !

Parce que nous sommes contre les inégalités quelqu'elles soient, parce que nous ne sommes pas des moutons qui se laisseraient tondre sans rien dire, parce que nous sommes résolus à foutre dehors ce gouvernement de racistes et xénophobes qui précarisent et matraquent la jeunesse (entre autres), nous devons nous joindre aux luttes déjà engagées par les personnels enseignants, les ATOS (Agents Techniciens et Ouvriers de Service), les MI-SE, infirmières scolaires, etc. ! ! !

Aujourd'hui lycéens ou étudiants et demain précaires ? Chômeurs ? ! Jamais !

Vassili, [Orléans]

La lutte des précaires continue !

Depuis quelques années, les luttes des jeunes précaires se développent. L'année dernière, les salariés des fnac parisiennes sont restés en grèves plusieurs semaines, de même pour les salariés de Pizza Hut cette année ou encore Mac Donald.

Les grandes chaînes embauchent surtout des jeunes et en profitent pour leur

imposer des conditions de travail difficiles : flexibilité (ils ne connaissent leur emploi du temps qu'une semaine à l'avance), rapidité et contrôle en permanence de la hiérarchie, salaires de misère. Ajouter évidemment à cela l'étouffement de la moindre contestation dans les magasins.

Cela fait 40 jours que le Mac Donald de Strasbourg Saint Denis est occupé par

les salariés. Les revendications portent comme l'année dernière sur les conditions de travail et contre la répression syndicale. Le dialogue est complètement interrompu avec la direction mais les salariés restent déterminés. Les inspecteurs du travail ont été appelés par les syndicats et les salariés pour visiter les Mac Donald. Des grèves sont pressenties au Mac Donald de Montreuil et d'autres restaurants se sont mobilisés il y a quelques semaines.

Le 12 avril, les salariés de Go Sport de République ont fait grève. Leur mot d'ordre ? « Directeur, pas dictateur », « vendeurs sous haute surveillance » ou encore « pas d'augmentation, pas d'évolution, mais la pression ». Ce sont aussi des jeunes qui n'ont pas connu de mobilisation et qui ne sont pas syndiqués. Mais on retrouve à peu près les mêmes revendications que dans les magasins Pizza Hut et Mac Donald.

Ces mobilisations se développent dans les magasins des grandes chaînes. L'objectif des patrons : employer des jeunes qui sont plus rentables mais aussi et surtout des jeunes qui n'ont pas l'habitude des grèves et des luttes dans une situation sociale ou on est pressé d'accepter n'importe quel boulot étant donné l'augmentation du chômage. Ces mobilisations sont un espoir pour les futures luttes et pour combattre les attaques de nos emplois et futurs emplois.

Francine, [Nanterre]

Grève générale dans l'éducation

Le ministre de l'Education Nationale Luc Ferry a deux problèmes. Son premier problème, c'est qu'il a la haine de Mai 68 et de la contestation de la jeunesse qui s'était développée à cette époque. Pour lui, tous les problèmes actuels de l'école viennent des « débordements » de cette époque où les jeunes remettaient en cause les autorités traditionnelles (famille, professeurs, patrons...).

Le manque de moyens, les classes surchargées, les conditions de travail qui se dégradent, il a un peu du mal à le voir, vu qu'il passe ses journées dans les salons dorés des ministères... (En passant, le coût de la distribution du bouquin de Ferry et Darcos : 900 000 euros, une broutille...) Et au cas où Mai 68 ne suffit pas à tout

expliquer, Luc Ferry a désigné l'ennemi : « la communauté arabo-musulmane » qui menacerait la cohésion de l'école républicaine... A croire que le ministre a définitivement adopté la « pensée » raciste de Le Pen...

Le deuxième problème de Luc Ferry, c'est qu'il va connaître une grève générale dans l'éducation nationale. Contre la décentralisation, la casse des statuts, la suppression de postes de surveillants, la dégradation des conditions de travail et contre ce ministre raciste qui nous prend pour des cons : il faut au moins faire aussi bien qu'en Mai 68 ! Non mais, combien de temps encore on va laisser ce gouvernement mener sa politique réactionnaire ?

Insécurité :

Diviser pour mieux régner

Pas un journal sans que l'on parle d'« incivilité », de « zone de non droit », de « tolérance zéro »... Apparue avec les réformes libérales, la notion d'insécurité n'a depuis cessé d'être le dada de tous les gouvernements qui se sont succédés au point de devenir une question centrale. Ainsi, Sarkozy, fort des 82% de Chirac, a pu élargir l'arsenal répressif : emprisonnement à partir de 13 ans, suppression des allocations familiales, ouverture des centres fermés pour mineur, augmentation du nombre de charters... Alors que partout l'on parle de restrictions budgétaires, avec un budget de 5,6 milliards d'euros pour la sécurité, le gouvernement s'est donné les moyens de sa politique contenue dans la Loi de Sécurité Intérieure (LSI). Enfin, Sarkozy peut compter sur tout le monde : propagande des médias et silence radio d'une partie de la gauche.

Les mesures sécuritaires sont des solu-

tions que trouvent les gouvernements à la misère sociale qu'ils génèrent en détruisant tout les secteurs de la vie sociale : le travail, les services publics, l'aide sociale... Aux Etats-Unis, cela a été la politique de « tolérance zéro » après les réformes ultra-libérales de Reagan ; en France, Vigipirate, LSO et LSI.

Une justification moralisatrice

Un glissement s'est opéré, transforment les réelles victimes de la violence de ce système en soi-disant responsables d'une violence quotidienne. On retrouve le même schéma dans le PARE où les demandeurs d'emploi deviennent les responsables de leur situation sociale. Le discours dominant essaie de diminuer, voire de nier, les raisons économiques qui conduisent certains d'entre nous à tomber dans la débrouille

individuelle. Il insiste sur le prétendu « libre arbitre » de chacun à choisir entre la voie respectueuse du système basée sur le travail et une autre voie basée sur des valeurs « délinquantes ». Il faut du toupet pour avancer de tels arguments quand toute la société capitaliste repose sur le non-respect du travail du plus grand nombre et son exploitation par une minorité de parasites. Les vrais délinquants avancent masqués derrière leurs habits de membres de conseils d'administration.

L'Etat : un instrument au service de la bourgeoisie

Derrière la surenchère des partis de droite et du PS sur le thème de l'insécurité se cache un durcissement des rapports entre les classes sociales. Un système basé sur l'inégalité et sur l'exploitation ne peut pas faire l'économie d'un appareil coercitif. L'Etat est avant tout une institution qui permet de gérer les oppositions entre le monde du travail et la minorité de capitalistes qui s'approprie la quasi-totalité des richesses. Complémentaire à la répression policière, la « justice » légitime ce système au nom de principes universels d'égalité et de respect qui sont contraires à la logique même du capitalisme.

Contre l'offensive sécuritaire et libérale, il faut préparer l'offensive sociale.

Il faut nous organiser largement dans des réseaux, des collectifs pour défendre nos droits. Mais surtout lutter pour de véritables emplois, pour le développement de services publics, d'éducation, de santé, de transport, de culture. C'est le plus court et le plus réaliste chemin pour lutter contre la dégradation sociale globale.

Kerwan, [Bordeaux]

PANNE DÉMOGRAPHIQUE



Kerwan

Petit rappel sur la loi de sécurité quotidienne

Quand la gauche plurielle chassait les terroristes dans les halls d'immeubles !

La mise en œuvre des politiques sécuritaires par les partis de gauche au gouvernement ne s'est pas faite pour concurrencer la droite sur son terrain. Mais c'est par « sens des responsabilités » dans la gestion des affaires et du maintien de l'ordre capitaliste que des mesures sécuritaires ont été prises. C'est l'objectif de la loi sur la Loi sur la Sécurité Quotidienne (LSQ) adoptée en novembre 2001. Sous le choc des attentats du 11 septembre, ce sont des mesures qui n'ont rien à voir avec la lutte contre le terrorisme qui ont été prises. Par contre les populations des quartiers pauvres sont clairement visées. L'interdiction des rassemblements dans les halls d'immeubles, la palpation et les fouilles par les agents de sécurité (par exemple des vigiles dans un supermarché avec le risque évident de contrôle au faciès) provoquent des humiliations supplémentaires. Extrait de la brochure des JCR, Le nouvel ordre sécuritaire (janvier 2003)

L'Unef à la croisée des chemins....

Les 8, 9, 10, 11 mai prochain à Lyon va se tenir le deuxième congrès national de l'UNEF réunifiée.

Ce sont plus de 1000 délégués venus de toute la France qui vont se retrouver pour « débattre et décider de la orientation de l'Unef pour les deux années à venir mais aussi tirer les bilans des deux années passées, qui quoi que puisse en dire la majorité de l'Unef n'ont pas été si glorieuses que ça...

Car si l'Unef reste la plus importante organisation étudiante de France et celle dans laquelle il faut sans aucun doute s'investir (12 000 adhérents contre 15 000 au dernier congrès), celle-ci n'a pas montré une grande capacité à se mettre en ordre de bataille, notamment face au danger que représente la réforme libérale ECTS-LMD. Celle-ci menace l'ensemble de l'enseignement supérieur et a commencé à s'appliquer dans de nombreuses universités. S'opposer à cette réforme aurait dû être la priorité numéro un du syndicat !

Cependant on peut espérer que la position de l'Unef majoritaire évolue dans le

bon sens ; notamment grâce aux événements du dernier CNESER extraordinaire qui s'est tenu avant les vacances pour discuter spécifiquement de cette question (l'Unef a quitté la salle se rendant compte que, pour le ministère il n'était pas question de la modifier ni d'offrir — comme ils le disent — « un minimum de garanties pour les étudiants », pourtant, l'Unef n'en demande pas beaucoup... même pas le retrait de l'annexe descriptive ! Nous verrons bien si la position de la direction de l'Unef change, mais soyons sans illusion, elle nous a déjà plusieurs fois promis de « battre le pavé », de mobiliser, sans s'en donner les moyens.

Quant à la question du conflit irakien, on ne peut que déplorer le manque d'investissement de l'Unef dans les cadres collectifs de mobilisation contre la guerre, et regretter le contenu des revendications imposées nationalement (veto). Et à la future position de l'Unef, elle, risque d'être dramatique, puisque au bureau national il se discute

déjà du rôle qu'aura à jouer l'ONU dans la reconstruction de l'Irak !

Pour toutes ces raisons, il ne s'agit pas de baisser les bras, ni d'aller ailleurs... bien au contraire ! Et le congrès est une échéance centrale pour les syndicalistes. C'est l'occasion de convaincre

sur l'importance de se mobiliser contre cette réforme mais au contraire toutes les autres réformes libérales du gouvernement CRS qui touchent de près de loin les étudiants (baisse budget, retraites, lois sécuritaires, discriminations racistes et de se montrer solidaire, u fois encore, de tous les peuples opprimés. A nous de faire sorte que l'Unef prenne la bonne direction et devienne un véritable outil pour les luttes !

Leila, [Nanterre]

La décentralisation : diluer pour mieux marchandiser...

Le projet de décentralisation du gouvernement prévoit un large transfert des compétences de l'Education nationale vers les régions. Cela veut simplement dire qu'à terme, seuls les profs seront encore employés par l'Education Nationale, tous les autres (environ 150 000) étant placés sous l'autorité

des régions. Ce projet constitue à la fois une attaque contre le système d'éducation et contre les salariés de l'Education Nationale.

En effet, si l'Etat transfère des compétences, rien ne garantit qu'il transférera les fonds correspondants. Du coup, si les régions riches pourront choisir d'investir dans l'éducation, les régions pauvres auront elles de doute façon des écoles au rabais.

Rien ne garantit du coup que les emplois soient conservés sous leur forme actuelle, bien au contraire : en affirmant le droit des régions à « expérimenter » le gouvernement les incite à sous-traiter un certain nombre de tâches au secteur privé, donc à introduire les entreprises par petites touches dans les écoles... Quant au sort des fonctionnaires actuellement en place... peut-être auront-ils le choix entre partir éduquer ailleurs ou se faire engager par Mac Do pour travailler à la cantine du collège.

Céline, [Paris]

LES DANGERS DE LA DÉCENTRALISATION



Céline



en bref

On n'est jamais si bien servi que par soi même

La société Bechtel, première entreprise étatsunienne de travaux publics a obtenu le plus gros contrats de reconstruction en Irak. La bagatelle de 680 millions d'euros... Il faudrait vraiment faire du mauvais esprit pour croire que les liens entre les dirigeants de Bechtel et ceux du Parti Républicain de Bush y sont pour quelques choses... Puisqu'on vous dit que c'était une guerre humanitaire...

La révolte de Chirac

Jacques Chirac est un homme profondément sensible. Il a été extrêmement choqué par les conséquences de la guerre en Irak. De « véritables crimes contre l'humanité » !!! Mais de quoi parle-t-il ? Des milliers de morts civils irakiens ? Des dizaines de milliers de civils, d'enfants blessés, amputés, défigurés ? Pas du tout. Ca c'est normal : c'est la guerre. Et puis de toute façon, pour Chirac, ce ne sont que des Irakiens. Il parle du pillage des musées de Bagdad... Pauvre Chirac, lui grand amateur d'art et de poésie, quelqu'un de sensible, mais qui n'a jamais demandé la levée de l'embargo sur l'Irak... Quelle torture de devoir assister à ce spectacle !

Le coût de la guerre

Quelques jours après le début de l'invasion de l'Irak, George W. Bush a estimé devant le Congrès que le coût de la guerre pour le Trésor US s'élèverait à 80 milliards de dollars. Selon le PNUD et l'Unicef, c'est précisément la somme annuelle nécessaire à l'échelle de la planète pour garantir l'accès universel à l'eau potable, à l'éducation de base, aux soins de santé primaire, à une alimentation décente et aux soins gynécologiques et d'obstétrique (pour toutes les femmes)...

Objectif G8 : déclarons la guerre aux saigneurs du monde !

Ils sont huit et ils règnent sur la planète. Ils sont huit et ils ont pouvoir de vie et de mort sur des populations entières. Ils sont huit, à se faire des tapes dans le dos devant les caméras et des croche-pieds par derrière. Barricadés derrière une armada de flics et de militaires, ils espèrent bien se partager le monde.

Bienvenue au bal des vampires !

Ce G8 est bien différent de celui de Gènes. La situation est complètement bouleversée : les armées américaines et britanniques occupent l'Irak. Cette situation a légitimé la guerre néo-coloniale comme outil de la politique internationale. Et même plus, elle inaugure une nouvelle phase de colonisation de la planète par les puissances impérialistes. Par les huit Etats les plus riches du monde.

Dans ce cadre, les instances de régulation, telles que le G8, pourront encore servir à arbitrer les différents avec les puissances subalternes, mais en aucun cas ne pourront contraindre les grandes puissances à respecter le moindre engagement ou le moindre principe. Cette structure, comme toutes les autres, est une sorte de comité d'arbitrage, qui s'assure que les équilibres sont respectés, pour que le système puisse continuer à fonctionner normalement. Aujourd'hui, cette nouvelle réunion du G8 sera l'occasion d'essayer de trouver un cadre de gestion de la nouvelle situation internationale. C'est pour cette raison que la question de la dette de l'Irak a été mise à l'ordre du jour.

Liberté pour le peuple irakien !

Les Américains ne sont pas arrivés en Irak en libérateurs mais bel et bien en colonisateurs. Soit-disant, l'armée US était là pour libérer les Irakiens et instaurer la démocratie. Mais quelle démocratie ? Les Etats-Unis ont déjà installé leur propre chef du gouvernement, un ex-militaire et grand ami des puissantes compagnies pétrolières américaines.

Leur premier souci n'a pas été de rétablir l'eau, l'électricité, de refaire fonctionner les hôpitaux, mais de protéger les puits de pétrole d'un pays qu'ils ne contrôlent que partiellement.

Malgré ce que veulent nous montrer les médias, les Irakiens ne sont pas dupes et sont bien loin d'exprimer ce soi-disant soutien populaire à l'armée américaine. Comme l'avait dit un camionneur irakien interviewé : « c'est bien, vous avez viré Saddam, on est content. Maintenant, partez. » Et quand le peuple manifeste contre l'armée d'occupation, ce sont des manifestants qui se font tuer par des balles américaines. Et on nous parle de libération de l'Irak...

Face à cette colonisation, le mouvement

Quelle perspective pour le mouvement ?

Personne ne peut dire aujourd'hui quel sera l'avenir des différentes structures internationales construites après la fin de la 2^e Guerre Mondiale. Certains membres de l'administration américaine, comme Robert Kagan, pensent même qu'elles ne servent plus à rien, si ce n'est à mettre des bâtons dans les chenilles des tanks US. En bref, soit les instances internationales sont l'instrument des Etats-Unis et de leur politique, soit elles n'ont aucune raison d'être ! Mais ces instances n'ont jamais été beaucoup plus qu'une assemblée de brigands.

Devons-nous, avec nombre d'associations et d'organisations de « gauche », appeler au retour de la vraie ONU, qui n'a jamais existé que sur un bout de papier ? Devons-nous, contre le G8, « illégitime », en appeler à une ONU dont le conseil de sécurité est composé de quasiment les mêmes ?

Ou bien s'agit-il d'affirmer enfin et définitivement qu'une alternative existe, de construire un front mondial des peuples contre l'impérialisme. Ce front a commencé à se construire avec les manifestations du 15 février, dans le monde entier. Il ne s'agit pas simplement d'une probabilité ou d'une possibilité abstraite, mais bien d'une nécessité vitale face au monde qu'ils nous préparent. Un autre monde est possible et nécessaire, alors organisons-nous pour le construire !

Camille, [Rennes]

continue, car nous nous battons jusqu'au bout contre cette logique de guerre sans limite et pour l'autodétermination du peuple irakien. Et le retrait des toutes les troupes d'occupation, que ce soient des casques verts ou bleus, est la première condition pour que le peuple irakien puisse décider lui-même de la démocratie qu'il veut installer, des priorités de reconstruction, etc. Et ce n'est pas à l'ONU de venir reconstruire ou d'organiser la tenue d'élections, car ceux qui se battent pour que l'ONU (qui par son embargo a causé la mort d'un million de civils irakiens) vienne en Irak sont ceux qui aimeraient que le patronat français s'en mette encore plus plein les poches et que TotalFinaElf et autres puissent participer au partage du gâteau irakien. Alors, pour que le peuple irakien puisse enfin être maître de son destin, nous ne faisons confiance qu'à lui-même, et nous essayons de lui rendre le service que nous pouvons lui rendre d'où on est ; c'est d'exiger par nos mobilisations, par la grève, le retrait de toutes les troupes d'occupation. US, OUT NOW!

Laure, [Nanterre]

Colonialisme, mise

Le G8 fait la guerre

Déclarons

Guerre et altermondialisation : fusions et confusions !

Seattle 1999 : le round du Millenium s'achève sur un constat d'échec. Les grandes puissances ne sont pas parvenues à imposer leurs directives aux pays du Sud. Mais ce qui fait l'actualité, ce sont ces dizaines de milliers de jeunes et de syndicalistes qui manifestent dans les rues et qui démontrent qu'un mouvement de résistance est en train de s'organiser.

15 février 2003 : contre la guerre du pétrole, nous sommes des dizaines de millions de jeunes, de femmes, de salariés à être descendus dans les rues à travers le monde. Pour refuser le massacre de dizaines de milliers d'Irakiens !

Entre ces deux événements, il y a eu Nice, Millau, Bruxelles, Gènes, trois Forums Sociaux Mondiaux, un premier Forum Social Européen, avec à chaque fois des manifestations toutes plus grosses les unes après les autres. Avec un mot d'ordre repris par toutes les composantes : un autre monde est possible !

Dans l'immédiat, ce qui apparaît comme le plus probable, c'est que notre société bascule dans la barbarie pure et simple. Les projets impérialistes de l'administration américaine ne sont pas une nouveauté qui daterait du « choc » du 11 septembre. Ils étaient conçus et élaborés bien avant. Il manquait seulement un prétexte valable pour pouvoir les mettre en œuvre. Ce projet, c'est celui

de la conquête d'une hégémonie mondiale pour les Etats-Unis, qui passe par un processus d'appropriation de l'ensemble des ressources de la planète au profit des entreprises américaines et de leur encadrement. Quand les Marines ou les GI's débarquent en Colombie, aux Philippines ou en Irak, ils ne servent qu'une seule chose : les intérêts des multinationales américaines. Ils sont là pour assurer et renforcer leur pouvoir et leur situation de monopole sur le marché mondial. C'est en fonction des mêmes intérêts que Schröder a envoyé des soldats allemands en Afghanistan, et Chirac la Légion Etrangère en Côte d'Ivoire.

Il s'agit d'une nouvelle étape de la mondialisation capitaliste. Les premiers pas ont consisté en une casse systématique de toutes les structures de régulation économique au niveau international. Libéré de ses carcans, le capital financier s'est jeté comme une nuée de vautours sur les marchés et les entreprises, les suçant jusqu'au sort. Voilà la réalité du système dans lequel nous vivons : un système où une poignée de parasites s'engraisse sur le dos de milliards de jeunes, de femmes et de travailleurs qui suent sang et eau simplement pour satisfaire les 15% de dividendes exigés par les actionnaires et les fonds de pension. Mais

Les dates qui ont marqué les p

On pourrait commencer une chronologie du mouvement antimondialisation avec la mobilisation des indiens zapatistes au Chiapas en janvier 1994. Mobilisés contre l'Alena (accord de libre échange avec l'Amérique du Nord), ils organisent en 1996 une « rencontre intergalactique » d'où est tiré le nom de notre Village au G8. Cette année là, à Lyon, s'organise la première mobilisation d'ampleur contre le G7 (qui deviendra G8 avec l'invitation de la Russie).

A partir de là, chaque rendez-vous du G7 ou de l'OMC, à Birnigham, à Cologne, à Seattle, à Barcelone ou à Gènes, mobilise plus de manifestants. Aux revendications contre la dette et les accords de libre-échange de l'OMC s'ajoutent les revendications

contre l'Europe du capital, pour les droits de femmes, le respect de l'environnement, ect. Et la mobilisation remporte des victoires : échec de l'AMI, round du millénaire annulé à Seattle, annulation de la réunion de la Banque Mondiale à Barcelone...

Parallèlement, la répression policière devient de plus en plus violente : en juin 2001, à Göteborg, la police tire sur les manifestants, en juillet, à Gènes, plus de 200 manifestants sont blessés et Carlo Giuliani est tué par la police italienne. Mais le mouvement continue à s'étendre et à s'organiser. En 2001 se tient le premier Forum Social Mondial (FSM) à Porto Alegre, puis s'organisent les premiers forums sociaux continentaux. Le premier Forum

ère, exploitation...

erre aux peuples

s la guerre au G8 !

cette politique a fragilisé le système, et la colère gronde !

Les huit saineurs du monde sont bien conscients de la réalité de cette colère. Leur objectif : couper l'envie à qui que ce soit de se soulever contre cette société, et surtout contre ceux qui la dominent. A ce titre, la guerre contre l'Afghanistan, puis contre l'Irak, constitue une véritable contre-révolution préventive : on n'attend plus en croisant les doigts que le système craque. On fait tout pour le maintenir en place, coûte que coûte ! Cette guerre n'était donc pas simplement dirigée contre l'une des populations les plus pauvres de la planète. C'était également une guerre contre l'ensemble des mouvements sociaux, au premier rang desquels le mouvement altermondialisation. C'était une véritable démonstration politique qui a vocation à servir d'avertissement.

La question de la guerre, et de la nouvelle situation qui en résulte, représente donc un nouvel enjeu pour le mouvement dans son ensemble. Le mouvement international contre la guerre est le produit du mouvement qui existe depuis plusieurs années déjà et a émergé sur la scène en 1999. Il a bénéficié de ses expériences, de ses réseaux et de son audience. Mais il a fait également franchir un nouveau cap au mouvement altermondialisation et il lui pose aujourd'hui de nouveaux défis. Car il ne s'agit plus simplement aujourd'hui de s'opposer aux rapaces de la finance et aux entreprises multinationales. La question aujourd'hui est de parvenir à s'opposer efficacement à la politique impérialiste, non seulement des USA, mais également des autres puissances membres du G8. Les huit sont prêts à tout pour conserver leurs privilèges : guerres coloniales, répression

(souvenons-nous de Carlo Giuliani, abattu à Gênes), restriction des droits démocratiques. Il n'est plus question d'acheter la moindre paix sociale. Il s'agit de mater toute contestation de l'ordre mondial établi, que ce soit dans les pays occidentaux ou dans le Tiers-Monde !

La tâche du mouvement contre la guerre est de répondre aux enjeux de la situation. Il n'est plus possible de se contenter d'une critique simplement de la « mondialisation néo libérale » ou de la « domination des marchés ». C'est ce que défendent des intellectuels comme Negri et Hardt, influents dans le mouvement mondialisation, mais qui ne veulent pas s'engager dans une critique conséquente de la politique impérialistes. La guerre n'est pas le produit de la main invisible des marchés, mais une politique d'une classe sociale qui est prête à défendre ses intérêts, quelles qu'en soient les conséquences...

Dans ce cadre, nous devons prendre au sérieux les déclarations de Bush et de ses alliés sur la guerre sans limite. Face à cela, notre tâche, c'est de construire une mobilisation sans limite. Une mobilisation qui ne s'attaque pas aux errements et aux conséquences d'une mondialisation qui serait mal maîtrisée. Il s'agit aujourd'hui de structurer un mouvement capable d'affronter le système capitaliste dans son ensemble. Parce que ce système n'a plus qu'une chose à nous offrir : la guerre, avec son cortège de misères et de malheurs.

Camille, [Rennes]

La stratégie de l'Empire

« **N**ous croyons qu'il y a des armes chimiques en Syrie » : tels étaient les mots de Georges Bush dès le lendemain de la chute du régime de Saddam Hussein en Irak. Mais il ne s'agit pas pour l'administration Bush de repartir en guerre immédiatement. L'objectif est essentiellement de faire pression sur cet Etat, ainsi que d'autres comme l'Iran, après la démonstration de force en Irak. La victoire américaine sur le régime de Bagdad a permis de démontrer combien les USA sont puissants et faire oublier à quel point ils sont peu légitimes. L'occupation de Bagdad, capitale historique du monde arabe est également un symbole de la volonté des Etats-Unis de contrôler la région. Il ne fait aucun doute que les dirigeants américains ne cherchent pas à rassurer les voisins de l'Irak, mais au contraire, à les inquiéter. « Il s'agit de capitaliser politiquement sur le succès militaire en Irak » affirme Michael Doran, spécialiste du Proche-Orient ».

La guerre en Irak n'est qu'une étape dans la stratégie militaire américaine. On l'a dit et redit, elle vise dans un premier temps à s'accaparer les ressources pétrolières de l'Irak. Cependant, l'objectif est maintenant pour Washington de stabiliser politiquement la région. Pour ce faire, deux étapes sont indis-

pensables : dans un premier temps, démocratiser l'Irak (à la méthode américaine : imposer des gouvernements, directement sous contrôle américain), puis « régler » le conflit israëlo-palestinien. C'est dans cette optique que le gouvernement américain accentue la pression sur la Syrie, accusée de soutenir le terrorisme — le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien bénéficiant du soutien du gouvernement syrien. La revendication du territoire du Golan, occupée par les Israéliens, est également facteur de tensions.

L'accomplissement de leurs plans aurait pour conséquence une « stabilité » de la région, garantie par l'hégémonie militaire. Permettant notamment de faire couler directement le fameux pétrole irakien sans encombrer dans les taxis new-yorkais et les billets verts dans les poches des gouvernements. La pérennité de l'économie américaine est donc directement liée à la stratégie militaire américaine.

Cependant, cette volonté des Etats-Unis de contrôler l'ensemble du monde arabe ne peut être facteur que d'aggravations des crises politiques et sociales.

Edouard, [Rouen]

Luttons pour une autre société !

Chirac un pacifiste ??? L'ONU une institution internationale démocratique qui serait seule à pouvoir décider du sort de populations entières ??? Le G8 une simple réunion informelle de chefs d'Etats en goguette ??? Voilà le genre de vérités inébranlables qu'on peut entendre dans ces temps de guerre et de préparation du G8.

Après avoir joué les antifasciste il y a un an, Chirac veut nous faire gober cette année qu'il a un grand cœur et qu'il est résolument pour un monde de paix. C'est presque aussi grossier qu'une armée d'occupation qui débarque en disant « on va vous libérer ». Chirac n'a jamais été un pacifiste, que ce soit la présence militaire française en Côte d'Ivoire ou son alliance avec Poutine, roi du massacre en Tchétchénie, quelques exemples actuels suffisent à contredire les élan fraternel de notre cher président.

Quand à l'ONU qui n'a jamais hésité à soutenir les interventions militaires en

ex-Yougoslavie ou en Afghanistan, qui a affamé le peuple Irakien pendant 11 ans avec son embargo, on va pas nous faire croire aujourd'hui qu'elle se soucie réellement du sort des Irakien-ne-s. Elle est plus un lieu d'affrontement ou de négociation pour les grandes puissances qu'une instance oeuvrant pour le bien des populations.

Enfin, le G8 qui représente 80% des ventes d'armes au monde n'a rien d'un club informel. C'est lui qui de façon totalement illégitime fixe les grands axes que doivent suivre les institutions internationales telles que le FMI, le Banque Mondiale ou l'OMC. Vous savez toutes ces structures internationales, elles aussi très légitimes, qui imposent au monde entier les biens faits du marché libéré et du capitalisme « triomphant ».

Face à toutes les vérités dictées par les médias, nous devons faire entendre nos vérités. Celles qui dénoncent une mondialisation barbare, qui luttent pour un monde

Leur monde on en veut pas et c'est tou-te-s ensemble qu'on le changera

juste et égalitaire. Pour cela nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Chirac ou l'ONU ne sont pas nos portes paroles, le G8 ne représente que lui-même. Mais pour nous faire entendre nous devons continuer à nous organiser, à débattre et à manifester. La tenue du G8 à Evian nous offre une nouvelle occasion de rappeler à ses grands messieurs qu'ils ne sont pas seuls sur Terre. La grande manif du 1er juin, qui sera essentiellement axée contre la guerre, est le rendez-vous le plus important mais pas le seul. Du 28 mai au 03 juin se déroulera un village intergalactique où se réuniront des milliers de jeunes de toute l'Europe. Fonctionnant de manière autogérée, il sera un cadre de débat, de fête, d'élaboration d'actions contre le G8. Il sera une démonstration concrète que tou-te-s ensemble nous sommes une force et qu'un autre monde est possible.

en bref

Bush a rendez-vous avec son banquier

Les autorités françaises ne veulent pas que la manifestation contre le G8 du 1er juin se termine à Genève : Bush sera en train d'y être reçu à l'aéroport par Couchepin, le Président Suisse. Si la Suisse ne fait pas partie du G8, Bush a tout de même compris qu'il faut maintenir de bonnes relations avec ses banquiers...

Mais où est le porte-avion ?

Le dernier plan de sécurité aérienne du G8 ressemble à un plan d'occupation militaire : mirages 2000, hélicoptères de combat, avions radars dernier cri, batteries de missiles sol-air... Il ne manque plus que le porte-avion Charles de Gaulle sur le lac Léman.

L'eau d'Evian, poison mortel ?

Alors qu'ils importent de l'eau d'Evian pour la boire aux Etats-Unis, les Américains amèneront de l'eau américaine à Evian... La psychose de l'empoisonnement est tellement développée qu'ils ont même amené l'eau pour leurs douches en containers scellés.

Retour sur un métier oublié : goûteur

Et oui, le métier de goûteur n'existe pas que chez Astérix... Les boîtes d'intérim de la région d'Evian recrutent des goûteurs pour le G8. Postulez, avec un peu de chance Bush et Chirac mangeront vos restes !

Quand les flics se croient au paint-ball

C'est pas pour jouer... La manifestante blessée au visage pendant une manif anti-OMC à Genève a enfin eu confirmation : la balle utilisée était bien un prototype de « balle tatoueuse ». Mélange de plastique et de métal, ces balles contiennent une capsule de colorant indélébile, elles devraient servir à « identifier » les manifestants « violents ».

puissants...

Social Européen (FSE), qui s'est tenu à Florence en novembre 2002, marque un véritable tournant dans le mouvement : c'est à la fois une étape fondamentale du mouvement contre la guerre, avec plus d'un million de manifestants, et aussi la première fois que tous les acteurs (syndicats, partis, ONG, ect...) manifestent exactement dans le même cortège. Le troisième FSM, en janvier 2003 est ensuite l'occasion d'une immense assemblée mondiale du mouvement contre la guerre qui débouchera sur la mobilisation mondiale pour le 15 février.

La prochaine étape de ce mouvement, c'est le G8 à Evian, et la prochaine victoire à remporter, c'est que ce G8 soit le dernier et que les gouvernements qui le composent

Noam Chomsky, linguiste américain :
 « Au cours de ces derniers mois, il y a eu une opération spectaculaire, réussie de propagande de la part du gouvernement américain et des médias. Les sondages montrent un soutien à la guerre bien plus élevé aux Etats-Unis que dans les autres pays du monde. Depuis septembre 2002, les Etats-Unis sont le seul pays au monde où 60% de la population croit que l'Irak représente une menace imminente. De plus, environ 50% de la population chez nous croit désormais que l'Irak est responsable des attaques du 11/09. C'est en septembre 2002 que la campagne du gouvernement et des médias a commencé en même temps que la campagne pour les élections partielles. L'administration Bush y aurait été écrasée si les sujets sociaux ou économiques avaient été abordés, mais elle a réussi à les éliminer du débat et les remplacer par les questions de la sécurité – et les gens se serrent les uns contre les autres sous l'aile protectrice du pouvoir. C'est exactement comme cela que le pays fut dirigé dans les années 80. Rappelez-vous qu'il s'agit pratiquement des mêmes personnes que sous les administrations de Reagan et de Bush père. Tout au long des années 1980, ils ont mené une politique contre la population et à laquelle, les sondages l'ont prouvé, la population était opposée. Mais ils ont réussi à garder le contrôle en faisant peur aux gens. Une chose après l'autre, chaque année, chacune plus ridicule que la précédente. »
 Et le ridicule tue.

L'objectif du G8: marchandiser et militariser le monde

en bref

Pétrole, quand tu nous tiens...

Quand les Etats-Unis partent en croisade et s'emparent du pétrole irakien, ils n'en oublient pas pour autant ses alliés dans la région, et notamment au fidèle et utile gouvernement israélien. Le ministre des Infrastructures Nationales israélien a demandé une estimation de l'état du vieil oléoduc allant de Mossoul (nord de l'Irak) à Haïfa. Il envisage la reprise du transport du pétrole dans le cas d'un nouveau régime ami lors de l'après-guerre en Irak. Interrompu en 1948, il n'avait jamais pu être réactif, et ce malgré les efforts déployés par les différents gouvernements israéliens. Et comme l'histoire se répète, et le cynisme est sans limite, des discussions ont été menées dans les années 80 pour construire un pipe-line irako-jordanien, en présence des autorités israéliennes, et de Monsieur Donald Rumsfeld. La société américaine Bechtel avait été proposée pour la construction... Faut surtout pas se gêner...

Patrimoine de l'humanité pillé

A Bagdad et ailleurs dans le pays, il n'y a pas que le pétrole que l'on pille. C'est bien d'un pillage culturel dont il faut parler à l'annonce des vols successifs dans les musées irakiens. Les rumeurs vont bon train et certains chercheurs et archéologues accusent les autorités américaines d'avoir volontairement laissé faire. Les douanes américaines ont en effet intercepté des journalistes, mais aussi une brigade de la troisième division d'infanterie US, en possession d'objets volés. Sur tout, une association de collectionneurs, de juristes, de conservateurs et de marchands d'art américains (l'ACCP), regroupés en lobby, est mise en cause. Elle favoriserait le pillage en cours. L'association est en effet connue pour ses positions ultra-libérales en matière de circulation des biens culturels et estime notamment que la législation irakienne est bien trop stricte. Eliminer les collections d'Etat revient à favoriser les exportations, et donc à enrichir les caisses des membres de l'ACCP. Affaire à suivre...

A en croire Chirac, lors d'un discours prononcé le 25 avril, le G8 servirait à « travailler à l'élimination de la pauvreté qui affecte plus de deux milliards d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde ». On aurait envie de rire devant tant de culot et d'hypocrisie si la politique menée par le G8 n'avait des conséquences aussi désastreuses et dramatiques pour les populations du monde entier.

Bien loin de se préoccuper du sort des peuples, le G8 sert avant tout aux dirigeants des grandes puissances à se concerter pour assurer l'ordre économique mondial, à l'ombre des chars et des missiles. Alors que chacun des pays qui le compose passe leur temps à se bagarrer entre eux pour essayer de gagner des meilleures parts sur le marché mondial et d'étendre leur zone d'influence, ils se retrouvent une fois par an pour discuter des questions économiques et stratégiques. Car au-delà de leurs rivalités commerciales, ils se retrouvent d'accord sur un point : assurer la domination du milieu financier et patronal sur tout ce qui sert à

produire des richesses, que ce soit le travail humain ou les ressources naturelles.

Dans la période actuelle où les tensions mondiales risquent de s'exacerber, la mondialisation capitaliste a besoin d'un renforcement de la militarisation pour pouvoir mieux encadrer les révoltes populaires. Il n'y a qu'à entendre les discours des dirigeants européens, qui répètent que l'Europe militaire, qu'ils sont en train de construire, sera complémentaire de la puissance américaine, pour avoir des inquiétudes légitimes sur l'avenir de la planète.

Une transformation révolutionnaire de la société apparaît aujourd'hui comme la seule issue face à la barbarie dans lequel est en train de nous plonger la politique impérialiste du G8.

Jimmy|Bordeaux|

Capitalisme et colonialisme

Au cours du développement capitaliste, la nécessité qu'éprouva la bourgeoisie industrielle à dépasser le cadre des frontières nationales, poussa les puissances occidentales à envahir pour mieux produire et dominer.

Tout cela a permis :

- l'exploitation d'une main d'oeuvre docile et bon marché
- le pillage des ressources naturelles des pays conquis.

La conquête des pays « arriérés » du point de vue capitaliste donna à ces derniers la possibilité d'étendre leur domination économique à des pauvres sauvages qui ne demandaient que le progrès et la civilisation (civilisation mélange de capitalisme et de religiosité mystique.)

Malheureusement, cet expansionnisme ne dura pas éternellement, et après la Seconde guerre mondiale, les luttes d'indépendance nationale donnèrent aux pays colonisés la possibilité de s'administrer eux-mêmes. Ils n'en furent pas libres pour autant. Les bourgeoisies locales jetèrent ces peuples, à peine débarrassés des colonialistes, dans le système du « libre échange » (et ceux qui n'ont rien à échanger ??).

Ces pays, dont le développement économique pré-colonial ne fut pensé qu'en fonction des intérêts des puissances impériales, se trouvèrent rapidement en difficulté, incapables de rivaliser avec les pays occidentaux. De cette situation naquit l'impérialisme moderne. De nos jours, les anciens pays colonisés exportent en grande partie des matières premières et des produits manufacturés bon marché et importent les plus onéreuses technologies occidentales. L'échange est manifestement inégal. De

plus, la majeure partie de la production de ces pays est directement envoyée à l'étranger, tandis que les capitaux investis sont rapatriés vers les anciennes métropoles.

Qu'est-ce que l'impérialisme ?

De nos jours, l'impérialisme peut se caractériser pour les pays occidentaux par :

- la concentration du capital devenue si élevée qu'elle aboutit à la création de pôles qui jouent un rôle prépondérant dans la vie économique et politique (multinationales etc.)
- la fusion du capital bancaire et industriel
- l'exportation des capitaux improductifs qui prennent une part toujours plus importante (spéculation boursière etc.)
- le partage territorial du globe par les puissances impérialistes
- la formation d'unions nationales et internationales entre capitalistes (Medef, etc.)

Car les capitalistes s'entendent très bien entre eux !

Un nombre réduit de capitalistes contrôlent les firmes de diverses branches toutes juridiquement indépendantes (ce qui revient souvent à la création de monopoles). Ils peuvent fusionner entre eux, s'accorder sur la quantité et les prix des marchandises pour ne pas inonder le marché (ce qui



ferait baisser les prix de vente, donc leurs profits). Le FMI, contrôlé en bonne partie par les pays du G8, accable les pays pauvres de dettes et leur impose toutes sortes de politiques ultra-libérales qui ne servent qu'à défendre les intérêts de la bourgeoisie locale et internationale.

Mais l'impérialisme, c'est aussi la domination politique : dans un monde où la superpuissance mondiale américaine peut attaquer, pour ses propres intérêts, d'autres pays, les institutions internationales ne peuvent servir qu'à légitimer sans succès la domination des riches de ce monde.

La réponse à donner : la lutte !

Le capitalisme ne s'effondrera pas sans nous ! Ce retour en force de l'impérialisme et de l'ultra libéralisme révèle le manque de combativité de classe. Les revendications du mouvement altermondialiste souffrent d'un anticapitalisme encore hésitant. Et même si les dernières mobilisations contre la guerre tendent à une radicalisation des mouvements de contestation, beaucoup d'entre elles conservent leur caractère spontané.

La bourgeoisie et les Etats capitalistes opposent une résistance de plus en plus violente à l'égard de ces mouvements anticapitalistes. Et pourtant la construction d'un monde, basé sur la démocratie et le contrôle des peuples sur leurs outils de production, nécessitera une lutte globale contre ce système. Car ce système connaît une crise de légitimité majeure ! Les « intérêts communs » révèlent peu à peu leur caractère de classe. La lutte contre la barbarie sert de prétexte au colonialisme, le totalitarisme stalinien expliqua le Vietnam et la guerre froide, et aujourd'hui, c'est la lutte anti-terroriste du « monde libre » qui permet de théoriser une vision du monde que nous refusons en bloc.

Joan, |Aix-Marseille|

Organisons-nous pour riposter à l'offensive libérale et militaire du capitalisme !

Il y a un an, nous étions des dizaines de milliers dans les rues pour nous opposer à la montée de l'extrême droite arrivée au 2nd tour de l'élection présidentielle, conséquence de 20 ans d'offensives libérales, de destructions sociales menées par la droite comme par la gauche. Cette destruction des acquis sociaux est toujours en œuvre et s'accélère avec la casse du service public d'éducation (licenciements de milliers d'aides éducateurs et de pions, décentralisation...) et avec la précarité de 7 à 77 ans grâce à la réforme des retraites. La politique libérale et sécuritaire qui a permis à Le Pen de trouver un électorat désabusé, est aujourd'hui celle du gouvernement CRS de Chirac, Raffarin et Sarkozy, ce qui ne peut que renforcer les idées d'extrême droite et conduire à un recul social sans fin.

Le début d'une guerre sans limite contre les peuples...

Un système, qui ne fonctionne que pour le profit d'une minorité en écrasant le reste du monde sous les bombes, la faim ou la précarité, ne peut produire que la barbarie. Cette logique là continue et nous avons continué à nous mobiliser contre la suppression des pions et des aides éducateurs et contre la guerre en Irak dont on n'a pas encore recensé le nombre des victimes.

Cette guerre est loin d'être finie pour le peuple irakien après la «victoire» américaine. Les maîtres du monde continuent le combat pour coloniser l'Irak et piller ses

richesses pétrolières. Colonie sous l'égide américaine ou sous celle de l'ONU, qu'est-ce que cela change pour les populations d'Irak qui ont déjà subi 12 ans d'embargo de l'ONU ayant fait un million de victimes dont 500 000 enfants ?

Aussitôt les soldats américains victorieux, une nouvelle guerre s'annonce contre la Syrie, donnant l'impression de vivre dans une guerre permanente depuis le 11 Septembre 2001 et le bombardement de l'Afghanistan. La barbarie de la mondialisation capitaliste atteint un degré supplémentaire et le monde bascule dans une guerre sociale et militaire sans limite dans le temps et dans l'espace contre l'ensemble des peuples de la planète.

S'organiser pour changer le monde !

La nouvelle période dans laquelle est entré le capitalisme depuis 20 ans ne laisse plus de marge pour permettre la paix sociale. Il ne peut plus y avoir de bonnes réformes dans ce système. La gauche l'a bien compris en se convertissant au libéralisme. Les bourses ne peuvent se satisfaire aujourd'hui qu'en pillant le monde, qu'en tirant d'avantage de profits de l'exploitation des travailleurs et des peuples, si besoin en les bombardant.

Contre la barbarie présente et à venir, l'espoir d'une autre société ne peut venir que de nos luttes, de notre révolte et de notre

organisation. Les manifestations contre la guerre, contre la réforme des retraites du gouvernement ou les grèves dans l'Education sont des encouragements. Pour faire converger ces différentes luttes et mener le combat jusqu'à la transformation révolutionnaire de la société, il nous faut aujourd'hui construire une véritable force révolutionnaire, un parti du monde du travail et de la jeunesse, instrument des luttes des opprimés et de leur émancipation.

Campbell, [Bordeaux]

Votre télévision aime le peuple irakien

Les médias occidentaux, en particulier les journalistes télé ont joué un rôle particulier pendant la guerre en Irak. Toutes les rédactions avaient d'abord juré qu'elles ne répèteraient pas les «erreurs» de la première guerre du Golfe, en prenant pour argent comptant toute information provenant des armées occidentales... Cette fois, pas question : l'information serait apportée comme sur un plateau au spectateur, en particulier grâce aux journalistes «engagés» dans des troupes de la coalition anglo-américaine, mais avec une prise de distance suffisante...

A la fin de la guerre, tous les grands médias (journaux, radios, télé...) ont décrit la situation en Irak d'une façon quasi identique. Le peuple irakien était soit décrit sous l'angle de «pillards» incontrôlables et prêts à tout, soit comme des victimes d'une catastrophe humanitaire sur lesquelles le téléspectateur n'a plus qu'à s'apitoyer. Les médias n'ont pas développé de discours pro Bush et ont mentionné les victimes civiles provoquées par les bombardements. Mais pendant quelques jours, l'image systématiquement fournie du peuple irakien était celui d'un peuple souffrant qu'il faut aider à tout prix.

Cette uniformité des médias s'explique avant tout par la concurrence qui règne entre eux. L'information est une marchandise. Et il faut fournir une offre la plus rapide possible, en jouant avant tout sur les images chocs, qui prend moins de temps qu'une analyse approfondie qui peut être plus rébarbative. Or la principale réaction que peut provoquer cette présentation des faits, c'est une réaction spontanée, tout à fait compréhensible de compassion. Il faut aider à tout prix ces êtres humains qui souffrent. Ce serait inhumain de rester sans réagir. Il faut parler au plus urgent. Si quelqu'un se noie, vous lui lancez une corde, même si cette corde doit servir à pendre la personne ensuite : il faut prendre les problèmes un par un et parler au plus pressé.

Ainsi une telle présentation des faits, répétée plusieurs dizaines de fois, à chaque flash d'info, le matin, le midi, et le soir s'apparente à un véritable bourrage de crâne. Il n'y a pas manipulation, ni falsification de l'information mais un mécanisme de conditionnement qui provoque certaines

« L'information pour ces mecs là, C'est d'effrayer le prolo, le bourgeois A coup de char russe, d'Ayatollah Demain faites gaffe, il va faire froid Et à part ça ? Et ben, ça va... »

S'il se passe quelque chose on vous le dira. » (Renaud, J'ai raté Téléfoot)



réactions plutôt que d'autres en s'appuyant sur les réactions humaines et positives des gens. Les médias en arrivent à faire accepter l'idée que les Etats Unis ou l'Onu pourraient être un moindre mal, ne serait ce que pour subvenir au plus pressé, sans se faire d'illusion sur ce que sont ces institutions, mais faute de mieux. L'embargo imposé depuis 12 ans par l'ONU ? Oublié ! La compassion médiatique a remplacé le sentiment colonial du 19^{ème} siècle sur la supériorité de la civilisation européenne sur les sauvages d'Afrique. Mais c'est un scénario similaire qui se joue aujourd'hui.

C'est le même mécanisme qui avait servi à légitimer les guerres en Afghanistan ou au Kosovo : on vous fait pleurer sur la condition des femmes ou le massacre des Kosovars et l'intervention des grandes puissances est forcément un moindre mal. Tout ceux qui s'opposent à cela ne soutiennent ils pas les Taliban, Saddam, ou Milosevic ?

Comment résister à cette pression médiatique ? Le seul moyen pour ne pas subir cette vision des choses est de ne pas considérer les peuples irakiens, afghans, ou Kosovars comme des peuples qui souffrent, des vic-

times sur lesquelles il faut s'apitoyer, mais aussi des peuples qui luttent ou peuvent lutter. C'est un point de départ incontournable pour qui veut lutter aujourd'hui contre le néocolonialisme. Les luttes des peuples du Tiers Monde contre l'impérialisme sont le seul facteur de progrès pour ces régions. Et quand ces luttes se développent, les médias sont alors souvent beaucoup moins charitables, et présentent souvent les manifestations comme un risque de «dérive islamiste». Tous les jeunes qui veulent s'opposer à la guerre doivent tourner leurs efforts vers le soutien aux luttes des peuples qui subissent la domination impérialiste. Personne ne peut le faire à notre place. Même si ces peuples ne luttent pas de façon massive, il est plus que jamais de notre responsabilité de montrer que la politique néo coloniale de Bush en Irak, ou de Chirac en Côte d'Ivoire ne se fait pas «en notre nom».

François, [Rouen]

La grenouille européenne et le bœuf américain contre le reste du monde

Dès que la guerre en Irak a commencée, Jacques Chirac déclarait que «l'Europe doit prendre conscience de la nécessité d'exprimer sa propre vision des problèmes du monde et de soutenir cette vision par une défense commune crédible.» (discours du 20 mars 2003) Dans ce sens, l'UMP veut aujourd'hui atténuer les discordances entre les différents Etats européens. De même, le PS veut créer une Europe politique, économique et militaire. Ainsi, l'Europe pourra exporter son modèle partout dans le monde.

Derrière cette idée colonialiste, il y a la volonté de «multipolariser» le monde. C'est à dire essayer de s'opposer à la domination du monde par les Etats-Unis. Actuellement, ce sont uniquement des entreprises américaines qui vont reconstruire ce que les USA ont détruit en Irak. Avec une Europe forte, les entreprises françaises ou allemandes auraient pu se partager une part du gâteau.

L'hyperpuissance américaine

Cependant, les américains ont pour l'instant une telle supériorité militaire sur l'Europe, qu'il est impossible que cette dernière s'impose sur la scène internationale. La volonté américaine est de «faire pression pour obtenir de nouveaux protocoles internationaux» (interview de Georges W. Bush, du 24 avril 2003). On peut supposer que ces nouveaux protocoles seront nettement plus en leur faveur.

Les USA ne veulent plus être embêtés par l'ONU ou l'Europe lorsqu'ils veulent faire la guerre. Bref, la volonté des pays européens semble peine perdue devant la détermination – militaire, s'il le faut – des Américains. Comme le disait Hubert Védrine (ancien ministre socialiste des affaires étrangères) : «il n'y a aucune raison pour les Européens d'entrer en concurrence avec un pays qui peut livrer quatre guerres en même temps.»

Et tout cela pour quoi faire ? Certainement pas pour la libération des peuples. Comme l'a prouvé les volontés française et allemande de maintenir les sanctions de l'Onu contre l'Irak, au nom du droit international !

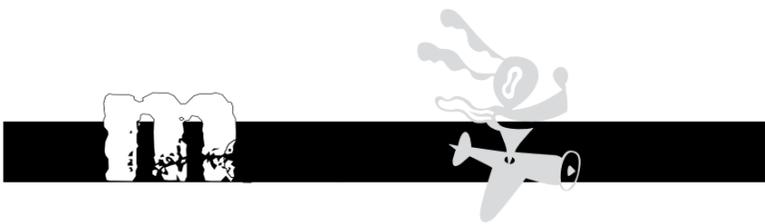
Au contraire, la volonté d'une Europe forte est avant tout une volonté économique. Une Europe forte sur le plan internationale remporte beaucoup de contrats. Mais ce n'est certainement pas pour favoriser le niveau de vie des Européens, comme le montrent les divers plans «sociaux» (fins des retraites, fin des services publics, privatisations, etc.). Ce sont les mêmes Chirac et Schröder mettent cela en place pour leurs pays, toujours au nom d'une «Europe forte.»

Ce n'est pas de cette Europe que nous voulons !

Se faire exploiter par une entreprise américaine ou européenne ne change rien à la réalité de l'exploitation. Une Europe forte économiquement ne sert que les patrons, mais certainement pas les employés. Au fond, Chirac et Bush défendent les mêmes intérêts : ceux des chefs d'entreprise. C'est contre cela qu'il faut lutter. Ce qu'il faut c'est une solidarité entre tous les opprimés, que nous soyons Européens, Américains, Irakiens, Théchènes ou Palestiniens.

Tous ensemble, nous représentons nettement plus le monde que Chirac ou Bush. C'est à nous de décider ce que nous voulons faire du monde. Nous seuls avons le droit de décider, et personne d'autre, qu'il s'appelle Bush, Onu ou Europe.

Raphaël, [Jussieu]



« Toujours taliban, mais avec le sourire »

Toutes les guerres ont un prétexte, aujourd'hui c'est la démocratie en Irak, demain ce sera les armes de destruction massive en Syrie et hier c'était la lutte contre le terrorisme et la libération des femmes afghanes. Mais qu'en est il aujourd'hui ? Les bombardements de Bush ont-ils provoqué autre chose que la mort de milliers de civils en Afghanistan ?

Une guerre pour les femmes afghanes ?

Le 29 janvier 2002 : « la drapeau américain flotte au dessus de notre ambassade à Kaboul [...] et aujourd'hui les femmes afghanes sont libres » scandait G. W. Bush dans son discours sur l'Etat de l'Union. Curieuse justification quand l'on pense que de 1992 à 1996 les troupes de l'alliances du nord ont tué, violé, pillé. Actuellement cette situation de terreur se reproduit dans un Afghanistan découpé en fiefs où les chefs de guerre menacent de déclencher une guerre civile.

Ne soyons pas dupe !

Bush n'a que faire des droits des femmes en Afghanistan, pas plus que de la démocratie en Irak !

Rappelons que dès 1978 les moudjahidins déclarent la guerre sainte au gouvernement « marxiste » qui force les filles à aller à l'école, interdit le levirat (veuve doit épouser le frère de son mari) etc. : jamais il n'y eut autant de femmes médecins, profs, avocates que de 1978 à 1992. Les Etats-Unis dont la seule préoccupation était de barrer la route aux Soviétiques, soutient l'Alliance du Nord qui viole et qui tue sans vergogne et qui instaurera la charia en 1992 à Kaboul. Pourtant, les Etats-Unis savent que les moudjahidins ont l'intention de revenir sur l'ensemble des droits des femmes.

Et après la guerre ?

C'est vrai le Jamiat-e-Islami a fait quelques concessions : une semaine après la prise de Kaboul, un de ses porte parole déclarait que « les restrictions à l'encontre des femmes seraient levées — sans plus de détails — et que la burqa ne sera plus obligatoire : le hidjab (tchador) suffira ». On croit rêver...

Mais quand bien même cette guerre aurait permis plus de libertés, quand bien même cette guerre aurait été exclusivement faite pour les libérer... la question est toujours la même : n'est-ce pas à elles de décider si elles préfèrent crever sous les bombes, plutôt que de vivre sous les talibans ? « La mort plutôt que la servitude : ainsi en a décidé l'opinion occidentale... pour les femmes afghanes » ... la mort plutôt que la dictature de Saddam... ainsi en ont décidé les chefs de l'opinion occidentale. Ainsi les puissants de ce monde s'arrogent le droit de décider qui doit vivre ou mourir sur cette planète.. Et pour quelles causes ils et elles doivent mourir.

Car aujourd'hui ce n'est pas Bush qui vit sous des tentes, dans des camps, ce n'est pas Bush qui creve de faim et de

soif... ce sont les Afghanes et les Afghans, ceux la même qu'il a soi-disant libérés ; Rappelons qu'aujourd'hui il y un million de réfugiés de plus en Afghanistan qu'avant la guerre.. Alors Merci Bush.. Merci de les avoir libéré !

Quelles libertés pour les afghanes ?

Aujourd'hui les afghanes recommencent, du moins pour les rares qui l'avait quitté, à porter la burqa car récemment des slogans ont commencé à fleurir sur les murs de Kaboul, demandant aux femmes de ne se montrer en public que voilées de la tête aux pieds, signés par les moudjahidins d'Afghanistan. Quant à celles qui osent encore montrer leurs visages elles s'exposent aux insultes et aux menaces.

Et les rares libertés conquises pour les femmes après la défaite des taliban, elles sont à nouveau remises en cause et le gouvernement en place, quoiqu' il en dise, en est en grande partie responsable, au travers notamment du « département des instructions islamiques » (qui ressemble étrangement au Ministère de la promotion des vertus et de la suppression des vices...). En effet, dans la rue ses employés abordent les femmes qui, à leurs yeux, ne s'habillent pas correctement pour les exhorter à se conformer au code vestimentaire (longs manteaux, jupes sombres, couvrant poignets et chevilles tout en dissimulant les formes du corps, foulards et visages sans maquillage) et les « gardiennes de l'ordre moral » n'hésitent pas à raccompagner les fautives chez elles et à réprimander leurs parents et leurs maris. Rien d'étonnant alors si les Afghanes préfèrent porter la burqa, et porter ce qu'elles veulent en dessous, plutôt que de se faire molester et menacer dans la rue.

Mais plus important encore que le pro-

blème vestimentaire, celui de la sécurité physique des afghanes se pose réellement, d'autant plus que les luttes persistent entre les chefs de clans. Les femmes qui appartiennent aux minorités ethniques sont sans cesse violées et/ou tuées (Pachtounes). Et la situation économique dramatique pousse les familles à recourir au système de la dot, autrement dit à vendre leurs filles dès leur plus jeune âge.

Ainsi malgré les déclarations de l'administration Bush on peut déjà voir que les afghanes ne sont pas libérées, pire que leurs situation ne s'est guère améliorée, et le témoignage d'une jeune femme de Mazar-e-Charif illustre la situation : « Ils ont changé de chapeaux mais la tête est restée la même » ou encore celui de Rima Amiri (collaboratrice politique de l'Unama) qui parle de : « talibans au visage souriant. »

Quant à la situation du peuple afghan en général, celle ci non plus ne s'est pas améliorée car, après la prise de contrôle des zones stratégiques du pays, les militaires ont quitté le reste du pays, laissant les afghans aux mains des chefs de clans. Aujourd'hui, des milice locales se sont emparées du pouvoir dans l'ensemble des provinces, grâce aux armes américaines offertes en remerciement de leur aide dans la lutte contre le terrorisme, et créent des prisons privées, élaborent leurs propres lois de manière complètement arbitraire, torturent les opposants, et les minorités.

Leila, [Nanterre]

PS : pour plus d'info lire le dossier du monde diplomatique numero 68

A l'heure où tous les regards sont tournés vers l'Irak, qu'en est-il de la Côte d'Ivoire ?

Après la signature des accords de Marcoussis, la Côte d'Ivoire est bien loin de sortir du chaos. La mise en place du gouvernement de réconciliation nationale décidé à Marcoussis, qui fait entrer au gouvernement les rebelles de différentes factions (MPCI, MPIGO, MPJ) relève d'un véritable tour de force de la France. Il place les Ivoiriens entre d'une part un président, Laurent Gbagbo, prêt à tout pour mater la rébellion, quitte à faire couler le sang, et d'autre part des rebelles dont le seul but est de s'emparer du pouvoir, et ceci sans projet concret pour l'avenir du pays et des Ivoiriens.

Alors à qui profite la situation ?

La déstabilisation du régime de Gbagbo par les rebelles a eu pour conséquence la mise sous tutelle du pays par la communauté internationale. Quelle aubaine pour

la France, 1er investisseur (1000 PMI et PME, 200 filiales) et 1er partenaire commercial de la Côte d'Ivoire, dont les grands groupes économiques sont détenteurs de gros marchés en Côte d'Ivoire (la distribution de l'eau et de l'électricité pour Bouygues ; le chemin de fer, le cacao, pour Bolloré ; les communications pour France Télécom).

Elle voit donc là une opportunité de mieux contrôler son président Gbagbo, qui par sa volonté d'ouvrir le marché ivoirien à la concurrence risque de faire perdre au capital français sa position traditionnelle sur le marché ivoirien, perte chiffrée en milliards d'euros, puisque les grands groupes brassent et rapatrient 75% des richesses produites en Côte d'Ivoire. A côté des profits monstrueux réalisés par les grandes multinationales sur le dos du peuple ivoirien, l'économie locale, elle, est ruinée, les marchés locaux étant envahis par les produits importés : c'est la mort assurée des petits producteurs locaux.

Qui a peur des filles voilées ?

Le 19 avril, lors d'une intervention à l'assemblée générale de l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), Sarkozy déclare que « sur la photo de la carte d'identité, le titulaire [doit être] tête nue, homme ou femme », posant de manière à peine détournée la question du port du foulard par les femmes musulmanes. La presse en a fait ses choux gras et dès lors, la polémique sur le foulard à l'école était (re) lancée : faut-il l'interdire ?

Arguments mis en avant par ceux qui souhaitent l'interdiction : la laïcité et l'égalité des sexes. Arguments à première vue recevables, puisque ces principes font partie de nos combats quotidiens. Nous devrions donc, a priori, être sur la même longueur d'ondes. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que la « réouverture » du débat fait partie d'une stratégie à peine dissimulée depuis le 11 septembre 2001, qui stigmatise les musulmans non pour ce qu'ils diraient ou feraient, mais pour ce qu'ils sont.

Après la manifestation anti-guerre du 29 mars, le Journal du Dimanche parlait de « débordements », citant, entre autres, « la présence de nombreuses femmes voilées ». Myard, député UMP, affirmait récemment qu'il fallait « un arrêt ferme à des dérives dont le foulard n'est qu'un épiphénomène ». L'équation est simple : foulard = islam = intégrisme = menace terroriste. C'est dans ce contexte qu'il faut entendre l'intervention de Sarkozy. La laïcité ou la défense des droits des femmes n'ont rien à voir.

Il ne s'agit pas ici de disserter sur les raisons qui font que des jeunes filles portent le voile en France et refusent de l'enlever à l'entrée du lycée. Il s'agit de dénoncer l'hypocrisie de ceux qui, sous couvert de défense de la laïcité et/ou des droits des femmes, stigmatisent toute une partie de la population de France. Pour exemple, Elisabeth Badinter déclare dans Libé du 23 avril que « les juifs, comme les musulmans et les catholiques, doivent respecter les lois de la République que sont la laïcité et l'égalité des sexes » pour ajou-

ter immédiatement que « bien sûr, la kippa, contrairement au voile, n'exprime pas la soumission d'un sexe ».

« Bien sûr »

Et nous savons tous que « l'égalité des sexes » est une « loi de la République ». Il suffit de regarder les murs de nos villes recouverts d'affiches sexistes ou les différences de salaires entre les hommes et les femmes pour en être convaincu. Quant à la laïcité, on en parle quand ça arrange, et nos superlaïcs oublient au passage de dénoncer le fait que l'Etat finance les établissements catholiques en Alsace-Lorraine, régions non assujetties à la loi de 1905 car toujours sous concordat avec le Pape... Mais c'est sans doute parce que, « bien sûr », l'Eglise catholique est beaucoup plus respectueuse de l'égalité des sexes.

Dans un pays où l'islam donne lieu à des stigmatisations et des amalgames scandaleux, où l'on considère que des femmes voilées sont un « débordement » au même titre que des slogans antisémites ou racistes, où l'on apprend encore à « l'école de la république » que la guerre d'Algérie n'était qu'un détail de l'histoire, nous ne tolérons pas que de prétendus défenseurs des droits des femmes, de l'intégrité de l'école « républicaine » ou de la laïcité « à la française » veuillent empêcher des jeunes filles de porter le foulard.

Ces jeunes filles, quelles que soient les raisons qui les font porter ce foulard, ont le droit d'aller à l'école et nous sommes à leurs côtés. Les féministes, les internationalistes, les antiracistes... tous ceux qui sont solidaires des opprimés, ne doivent pas aujourd'hui se tromper d'adversaire et de combat. Etre aujourd'hui dans le camp des opprimés c'est défendre le droit à l'éducation de celles qui sont exclues de leur collège ou de leur lycée au nom d'une idéologie islamophobe et raciste. Et ne pas céder à la pression.

Amélie, [Saint-Denis]

incertain. L'accord n'aura de toute façon pas réussi à effacer les tensions ethniques exacerbées, et le gouvernement de réconciliation nationale s'apparente à un banquet dont les convives tiennent dans la main gauche un poignard et dans la main droite une pistolet chargé. Preuve en est que les combats et les bombardements se poursuivent malgré le cessez le feu et détruisent des villages entiers, décimant un peu plus chaque jour la population ivoirienne.

La situation en Côte d'Ivoire est donc une question dont le mouvement anti-guerre devra s'emparer, en solidarité avec le peuple ivoirien qui devra se défendre face aux agressions impérialistes et reprendre en main son avenir.

Laure, [Rouen]

Un mois déterminant

Mai 68 fut nourri par les mobilisations contre la guerre du Vietnam. En France 9 millions de travailleurs firent grève en mai et gagnèrent de nouveaux droits. Et Mai 68 développa la contestation de l'impérialisme conduisant au retrait des troupes américaines du Vietnam. 35 ans après, nous sommes de nouveau en mai.

Malgré la victoire militaire obtenue en Irak par les troupes de la coalition, l'impérialisme pourrait entrer rapidement en crise. En Irak, si la population s'est peu mobilisée contre l'offensive militaire, tout montre désormais que l'armée américaine aura du mal à imposer sa loi. Le niveau mondial de la contestation a conduit l'administration américaine à réfréner ses ardeurs et à baisser quelque peu le ton dans les menaces envers la Syrie ou l'Iran.

Sur leur front intérieur, là où Bush et Blair cherchaient une adhésion nationale, ils récoltent la généralisation de la défiance.

Aux Etats-Unis un sondage paru dans Newsweek a montré que les Américains sont plus nombreux à désapprouver la politique économique de Bush qu'à l'approuver. En Grande-Bretagne les élections locales du 1er mai seront un recul pour le parti travailliste. Pour donner un seul exemple, alors que 63% des pompiers soutenaient le parti travailliste aux dernières élections pour le parlement écossais, ils ne sont aujourd'hui plus que 1% à dire vouloir voter pour ses candidats le 1er mai !

Pourtant, ces prochaines semaines, le maillon-clef de l'impérialisme pourrait être la France.

Le gouvernement espère que le soutien apporté par les dirigeants de gauche à Chirac, contre la guerre et maintenant pour une intervention de l'ONU, paralysera leur capacité à s'opposer aux attaques sociales. La tiédeur de leurs premières réactions au plan Fillon lui ont donné raison (sans parler des

dirigeants de la CFDT qui s'apprentent, comme en 1995, à soutenir le gouvernement).

Si ces attaques passaient cela se traduirait par un recul tragique pour l'ensemble des jeunes et des travailleurs en France. Ce serait aussi un signal pour toutes les classes dirigeantes des autres pays riches pour mener l'offensive dans leur pays. Bush et Blair viendraient à Evian en juin pour féliciter Chirac.

Mais comme après le 21 avril 2002 contre Le Pen, comme sur la guerre, les dirigeants de gauche en sont réduits à courir derrière la révolte venant d'en bas. Deux semaines avant même l'appel à la grève nationale du 6 mai par les syndicats de l'Education Nationale des dizaines de lycées sont en grève reconductible. Alors que la direction de la CGT n'envisageait d'abord qu'une journée de manifestation nationale fin mai contre les projets de Fillon, l'ensemble des syndicats a dû appeler à une journée de manifestations et d'arrêts de travail le 13 mai. Celle-ci est en passe de se transformer en une journée de grève générale et pourrait ouvrir à un mouvement de grèves reconductibles. Cela sera nécessaire pour imposer un recul total au gouvernement. Dans cette situation la mobilisation pour bloquer le G8 d'Evian ne fera pas que trouver un écho considérable. Elle permettra à des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs d'exprimer leur révolte contre tout un système « qui n'offre que la guerre et la misère ».

A Bagdad, Gaza, New York, Londres ou Washington, le message passerait à tous ceux qui résistent, que les puissants du monde sont très loin d'avoir remporté leur guerre sans limites.

Tribune de Socialisme par en Bas

Que faire ?

Editorial de New left Review mai-juin 2003 Tariq Ali

S'il est effectivement vain de se tourner vers l'ONU ou l'Europe, sans parler de la Russie ou de la Chine, où la résistance peut-elle prendre appui pour s'opposer à la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient ? D'abord, naturellement, dans la région elle-même. Là-bas, on peut espérer que les envahisseurs de l'Irak finiront par se faire expulser par un soulèvement national contre le régime d'occupation, et que leurs « collaborateurs » rencontreront le même destin que Nouri Saïd ⁽¹⁾ avant eux. Tôt ou tard, le cercle de tyrannies brutales et corrompues qui entoure l'Irak sera brisé. S'il y a une région où le cliché selon lequel les Révolutions appartiennent au passé a des chances d'être démenti, c'est bien le monde arabe. Le jour où les Moubarak, les Hachémite, les Assad, les Saoud ⁽²⁾ et autres dynasties seront balayés par la colère populaire, l'arrogance israélo-américaine dans la région prendra fin.

Pendant ce temps, au cœur de la puissance impériale, les opposants au système dominant devraient s'inspirer du passé de l'Amérique. A la fin du 19ème siècle, choqué par les réactions chauvines à la rébellion des Boxers et à la conquête des Philippines, Mark Twain a sonné l'alarme. Il déclara qu'il fallait s'opposer à l'impérialisme. En 1899, une gigantesque assemblée à Chicago fonda la Ligue anti-impérialiste américaine.

En deux ans, le nombre de ses adhérents atteignit le demi-million [...]. Aujourd'hui, à l'heure où les Etats-Unis sont la seule puissance impériale, nous avons besoin d'une ligue anti-impérialiste globale. Mais c'est la composante américaine d'un tel front qui jouera un rôle crucial. La plus efficace des résistances commence chez soi. L'histoire de l'ascension et de la chute des empires nous apprend que le système commence à battre en retraite quand leurs propres citoyens perdent foi en la vertu de la guerre infinie et de l'occupation permanente.

Jusque là, le Forum Social Mondial a concentré sa critique sur le pouvoir des multinationales et des institutions néolibérales. Mais l'un comme les autres se sont toujours fondés sur la force impériale. F. Von Hayek, qui a inspiré le « consensus de Washington » ⁽³⁾ croyait fermement que les guerres étaient un élément fondamental pour instaurer un nouveau système. Il s'est ainsi félicité des bombardements sur l'Irak en 1979 et en Argentine en 1982. Le Forum Social Mondial doit relever le défi. Pourquoi ne mènerait-il pas une campagne pour la fermeture de toutes les bases et installations américaines à l'étranger, dans la centaine de pays où les Etats-Unis positionnent désormais leurs troupes, leurs avions et leurs tanks ? Comment justifier cette expansion tentaculaire autrement que pour asseoir le pouvoir des Etats-Unis ? Les préoccupations en matière de politique économique du Forum ne sont pas

en contradiction avec une telle extension de son champ d'action. L'économie, après tout, n'est qu'une forme concentrée de la politique, et la guerre est une continuation des deux par d'autres moyens.

Pour le moment nous sommes entourés de politiciens, de pontes, prélats et autres intellectuels qui exhibent leur bonne conscience dans la presse et sur les ondes : ils expliquent à quel point ils étaient opposés à la guerre, mais que maintenant qu'elle a commencé, ils pensent que le meilleur moyen de prouver leur amour de l'humanité est de souhaiter une victoire rapide des Etats-Unis, pour épargner aux Irakiens des souffrances inutiles. Sans surprise, ces mêmes personnalités n'avaient opposé aucune objection aux sanctions criminelles et aux bombardements anglo-américains hebdomadaires qui ont répandu misère et dévastation parmi la population irakienne dans les douze dernières années. Le seul mérite de cette attitude répugnante est de clarifier, par contraste, ce qu'implique une réelle opposition à la conquête de l'Irak.

Dans l'immédiat, le mouvement anti-impérialiste doit soutenir la résistance irakienne contre l'occupation anglo-américaine et s'opposer à toute manœuvre visant à introduire l'ONU en Irak, pour justifier rétrospectivement l'invasion et faire le service après-vente de Washington et Londres. Les agresseurs doivent payer le prix de leur ambitions impériales. Toutes les tentatives de déguiser la recolonisation de l'Irak en mandat d'une nouvelle « Société des Nations » ⁽⁴⁾, à la manière des années 20, doivent être dénoncées. Blair sera en première ligne dans cette affaire, mais l'Europe ne sera pas en reste. Ce que cache cette campagne obscène, dont nous voyons les débuts sur les chaînes de Murdoch, la BBC et CNN, c'est le besoin urgent de réunir l'occident. Le gros des élites européennes et une bonne partie des élites américaines cherchent à tout prix à enclencher un processus de « guérison ». La seule réponse possible est alors le slogan entendu au printemps dans les rues de San Francisco : « Ni leur guerre, ni leur paix ! ».

Tariq Ali est dirigeant de Stop the War coalition et auteur du Choc des intégrismes

- (1): Allié des impérialistes anglais pendant la première guerre mondiale, il a dirigé l'Irak du début des années trente à 1958, où son régime a été chassé par Abdel Krim Kassem.
- (2): Dirigeants de l'Egypte, de la Jordanie de la Syrie et de l'Arabie Saoudite.
- (3): Nom communément donné à la doctrine néo-libérale.
- (4): Ancêtre de l'ONU, fondée par les gouvernements impérialistes après la première guerre mondiale, pour instaurer la paix mondiale, avec le succès qu'on connaît...

Raphaël, [Jussieu].



Palestine, deux BD pour un peuple

Avec *Palestine, une nation occupée* et *Palestine, dans la bande de Gaza*, Joe Sacco offre un tableau riche et sans fausse pudeur de la situation des Palestiniens. Il raconte les souffrances quotidiennes, qui vont des tracasseries administratives (ils mendient des permissions de passer ici ou là, de travailler à un endroit ou à un autre, on les empêche aussi d'exporter leur culture maraîchère à moins qu'ils la bradent aux Israéliens qui l'exportent à leur tour) aux actions armées les plus ignobles en passant par les blessés qu'on ne laisse pas entrer dans les hôpitaux, etc.

On imagine alors la rancoeur des Palestiniens, on saisit les multiples implications et imbrications du conflit. Bref, Sacco dresse au final un tableau qui touche juste.

A lire absolument, qu'on soit novice ou spécialiste sur la question...

Palestine, une nation occupée; Palestine, Dans la bande de Gaza; chez Vertige Graphic, par Joe Sacco



Rêve d'Usine

de Luc Decaster (2003)

Rêves d'Usine est un documentaire qui revient sur la fermeture de l'usine Epeda en septembre 1999. Nous suivons les six derniers mois de l'usine, ainsi que les derniers combats que mènent les ouvriers-ères Epeda pour garder leur emploi.

On assiste à une mise à mort des ouvriers-ères, qui voient leur fabrique fermer pour d'obscures raisons internationales. Comme le dit le réalisateur : « le film pose des questions et ne donne pas de réponses. » En effet, *Rêves d'Usine* expose sobrement les faits et rien que les faits, montrant comment

on détruit physiquement et mentalement des hommes et des femmes pour leur faire accepter l'idée que leur entreprise doit fermer. Luc Decaster a filmé ces silences, cette gêne, de l'enterrement des usines Epeda en France (elles ont toutes fermées). Il nous met au même niveau que les ouvriers-ères de telle sorte que l'on ressent le désarroi, la colère, l'indignation et puis la résignation de ces travailleurs et travailleuses de l'entreprise de matelas. On ressort de la salle avec la même envie qu'exprime Yolande dans le film, celle de « casser la machine », celle de casser ce système qui produit du chômage, de la précarité et de la misère.

Pour savoir où ce documentaire est projeté : <http://www.Revedusine.Org/>

S'organiser pour la révolution

Militer aux JCR, pourquoi pas ?

Il ne faut pas avoir tout lu, tout vu et tout entendu pour se rendre compte que ce monde tourne à l'envers : jamais autant de richesses produites pour un partage aussi inégal. Et avec d'autres, nous disons qu'un autre monde est nécessaire. Si la révolution n'est pas pour demain, il faut la remettre à l'ordre du jour : c'est-à-dire construire partout les luttes des jeunes, des femmes et des travailleur(se)s contre leurs oppresseurs. Au lycée, à la fac ou au boulot, les JCR s'y investissent pleinement et de façon la plus unitaire possible. Car militer aux JCR, ce n'est pas que participer à des réunions ! C'est d'abord un engagement résolu dans les mouvements sociaux, les syndicats et les associations de lutte qui contribuent à transformer la société. C'est organiser la solidarité concrète avec les peuples victimes des saigneurs du monde. C'est se battre pour obtenir de nouveaux droits pour les jeunes, étudiants et travailleurs. Et c'est lutter contre les discriminations et l'ordre moral.

La tâche paraît immense et nos moyens dérisoires ! Les tracts et autres bulletins ne suffiront pas, certes. Partout, il faut créer un rapport de force en notre faveur face aux gouvernements et au patronat, comme les MI/SE et les aides-éducateurs ont tenté de le faire, ou comme les salarié(e)s de Mc Do ont réussi l'an passé. Les manifestations internationales contre la guerre ont montré que le mouvement pour un autre monde se renforçait, et même si nous n'avons pas empêché la guerre, ce mouvement a fait



éclater au grand jour le fait que cette guerre était plus qu'illégitime.

Les JCR et la LCR n'ont pas de projet clé en mains ni de plan de bataille détaillé. Cependant des expériences comme la commune de Paris, les débuts de la révolution russe ou la révolution espagnole sont autant de témoins historiques et politiques que ce changement radical est possible. A cette alliance de tous les possédants, opposons la solidarité et l'organisation commune de tous les combats !

patronales, nous disposons d'une arme qui fait notre force : la lutte. Depuis plusieurs années, les jeunes ont montré leur capacité à se mobiliser. Il y a un an, ils étaient des milliers dans la rue pour dire non à Le Pen, cette année, ils étaient au coeur des manifestations et des actions contre la guerre du pétrole en Irak. Au travail aussi les jeunes se mobilisent : les précaires de MacDo et Pizza Hut ont fait reculer leur direction, les pions ont démontré leur détermination à ne pas laisser passer les réformes de Ferry et luttent encore. Et en juin, nous devons être les plus nombreux possibles à Evian contre la réunion du G8 pour s'opposer à la mondialisation capitaliste et préparer les luttes à venir.

Au sein de ces luttes, les JCR s'investissent pour qu'elles soient les plus unitaires possibles, démocratiques, auto-organisées et indépendantes de tout pouvoir politique parce que la lutte contre le capitalisme et ses effets ne peut être que l'oeuvre des travailleurs et des populations elles-mêmes.

Emma, [Rennes]

« Envie d'agir » ?

Depuis plusieurs semaines vous avez sans doute remarqué les affiches qui ont fleuri dans le métro, ou bien dans votre lycée. Ou alors, vous avez peut-être eu l'occasion de voir les spots diffusés à la télé. Vous avez donc découvert la campagne « Envie d'agir », lancée en mars dernier par le ministère de l'Education Nationale. « Ce premier rendez-vous de l'engagement est une réponse à votre désir de mobilisation, à votre souhait de vous investir dans une action positive et inscrite dans la durée. » C'est par ces mots que Ferry conclut le texte qui ouvre la brochure de présentation de la campagne. Il ne manque plus qu'une tribune dans le Figaro intitulée « Jeunes, je vous ai compris ! ».

Pour ma part, j'ai eu l'occasion de voir à quoi ça ressemblait, ces fameuses journées de l'engagement. C'est que du bla-bla ! Tout est expliqué dans leur « guide de l'engagement ». Les thèmes sont déjà définis. Dans l'ordre, ça donne : économie, solidarité, environnement, sport, citoyenneté et culture ! Le premier, c'est mon préféré : on t'explique

comment construire ta première entreprise, que ce soit au collège, au lycée ou en dehors du système scolaire. Moi, ça ne m'étonne pas qu'ils aient mis ça en premier. Le seul esprit d'engagement qui vaille à leurs yeux, c'est l'esprit d'entreprise : exploitation, plus-value, profits, rendement... Voilà les mots qu'ils préfèrent. Par contre, pas un mot sur les syndicats ou sur la politique. Dans mon lycée, on eu droit à 3 jours consacrés au SIDA, aux dangers de l'alcool, du shit, de l'ecstasy, des voitures, du tabac et la beauté de l'engagement humanitaire pour envoyer trois bols de riz en Inde. Par contre, quand on voulu construire un comité contre la guerre en Irak, on eu le droit à un mot-clé qu'est même pas dans le lexique à la fin de leur brochure : interdiction ! Pareil quand on a voulu organiser des actions en solidarité avec les pions.

Ce qu'ils veulent, c'est des jeunes gentils, qui disent bonjour et merci et qui perturbent pas les cours ! Et si jamais c'est le cas, on en prend plein la gueule !

20^{èmes} rencontres internationales de jeunes

Dans toute l'Europe et au-delà, des milliers de jeunes luttent contre les oppressions générées par le capitalisme. Nous luttons pour la convergence de ces luttes, parce que nous pensons que seule une lutte d'ensemble des exploités pourra remettre en cause cette société et poser les bases d'une autre. Cette nouvelle société, issue de ces luttes, devra être débarrassée de l'exploitation, devra refuser qu'une minorité s'enrichisse sur le dos de la majorité. Nous voulons qu'elle soit démocratique, que ce soit tous ceux qui la construisent qui décident, et pas une minorité de possédants. Nous voulons qu'elle soit débarrassée de toutes les oppressions : oppression des femmes et toute vision normative de la sexualité et des rapports humains, racisme...

C'est pour toutes ces raisons que la 4^{ème} Internationale organise chaque année, avec de nombreuses organisations de jeunes d'Europe et au-delà, des rencontres internationales de jeunes. Nous discutons des luttes auxquelles nous participons, de la manière la plus efficace de les construire, et des perspectives que nous voulons leur donner. Nous essayons de profiter des expériences des luttes des différents pays pour débattre ensemble de la meilleure façon de construire une autre société, de faire apparaître à une échelle internationale une alternative de société.

Privas, [Jussieu]

Du 28 juillet au 3 août près de Porto (Portugal)

Tous les ans, depuis 20 ans, 500 jeunes révolutionnaires venus d'Europe et d'ailleurs se réunissent pendant une semaine pour discuter des luttes auxquelles nous participons, d'une nouvelle société à construire, et de toutes sortes de thèmes. Oppression des pays du Tiers-monde par les grandes puissances, féminisme, écologie, lutte contre l'homophobie, histoire des luttes révolutionnaires, luttes scolaires, luttes contre la mondialisation capitaliste, lutte des jeunes précaires, comment construire le mouvement international contre la guerre... voilà quelques uns des thèmes que nous aborderons.

Cela se passe dans des forums avec une traduction en neuf langues, dans des commissions et des ateliers de débats, des rencontres entre les délégations des différents pays, et des dizaines de discussions individuelles au bar ou sur le coin d'un banc ou devant une tente...

Dans ce camp autogéré (nous organisons ensemble le camp, avec aussi le nettoyage, des toilettes et des douches...), les activités collectives ont lieu de 9 h à 22 h, ce qui laisse le temps de discuter et faire la fête... de 22 h à 9 h...

Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

2, rue Richard Lenoir,

93 100 Montreuil

01.48.70.42.30

jcr@jcr-red.org

www.jcr-red.org



Péril Jeune ?...

Péril Jeune !

Lycéen-nes, étudiant-e-s ou travailleur-se-s, les jeunes sont aujourd'hui un peu plus encore en première ligne de la politique répressive du gouvernement : flash-balls, bavures policières, prison à 13 ans, annonce du durcissement de la loi sur les stupéfiants visant particulièrement les jeunes, création de centres fermés... Les jeunes subissent aussi de plein fouet les réformes libérales que ce soit au lycée, à la fac ou au travail : logique de privatisation de l'Education Nationale, professionnalisation permettant au patronat de bénéficier d'une main d'oeuvre malléable et bon marché, précarité, dégradation des conditions d'études et de travail, réforme des retraites que les jeunes d'aujourd'hui devront payer demain...

Ainsi, la logique libérale tend à criminaliser et culpabiliser la jeunesse pour mieux la mater, pour qu'elle s'intègre de gré mais surtout de force à un système qui n'a pour seul souci que le maintien de la classe dirigeante et l'accroissement des profits du patronat au détriment de nos conditions de vie et de travail.

Face aux offensives gouvernementales et